



Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION
MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

**CE N'EST
QU'UN DÉBUT !
CONTINUONS
LE COMBAT !**

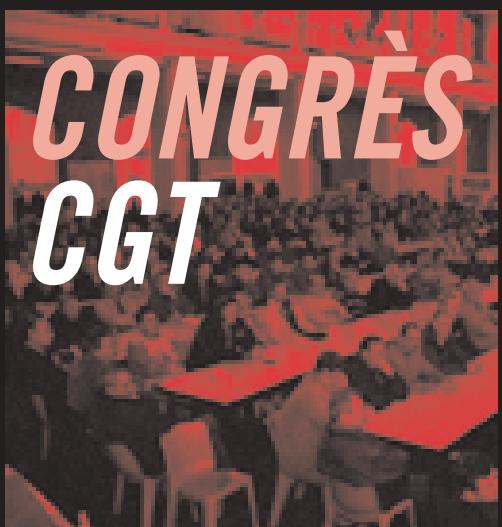
Jeun
RETRAIT DU
CPE

SYNDICAT | PAGE 4

DOSSIER | PAGES 8-6-7

CESEDA | PAGE 9

ET AUSSI...



**CPE-CNE
INÉGALITÉS
DES
CHANCES**

**IMMIGRATION
“CHOISIE” ?**
Et de loi sur l'immigration

**APPEL
EUROPÉEN
INDIGÈNES DE
LA RÉPUBLIQUE
BELGIQUE
MEXICO
LIBAN**





CONTRE LA PRÉCARITÉ : POUR UNE VRAIE VICTOIRE !

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

**Voilà ce à quoi travaille
Voie Prolétarienne.**

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 2^e trimestre 2006. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Prolétarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

**UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €**

**UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE**

**SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE**

**POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS**

**CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS**

L A

mobilisation croissante des lycéens, des étudiants et des travailleurs contre le CPE, a mis la bourgeoisie et le gouvernement sur la défensive. Le Medef, par la bouche de sa présidente, s'inquiétait déjà, le 23 mars, d'événements mettant «en danger l'économie de notre pays», et proposait «de dépasser la question du CPE» pour engager une grande réflexion sur «les flexibilités et les précarités», le gouvernement n'était ni suffisamment fort pour retirer le CPE, ni pour poursuivre un affrontement direct. Retirer le CPE, c'est reculer devant les travailleurs alors que depuis dix ans, depuis le retrait du plan Juppé, ceux-ci n'ont fait, malgré toutes leurs résistances, que subir le grignotage de leurs droits. Le retrait du CPE, quel encouragement ! Mais s'arc-bouter aussi sur le CPE initial, c'était pour le gouvernement non seulement poursuivre l'affrontement avec les travailleurs et les jeunes ; mais encore, laisser se développer les contradictions dans son camp lui-même. Chirac a proposé un ravalement de façade (motivation des licenciements ; réduction à un an de la période de préavis) qui il y a quelques semaines paraissait inacceptable. Il espère, et toute la bourgeoisie avec lui, que ces mesures «d'apaisement» diviseront le mouvement, l'éteindront. Mais la lutte engagée contre la précarité et la flexibilité ne se réduit pas au CPE.

LA GOUTTE D'EAU QUI A FAIT DÉBORDE LE VASE. Le Contrat Première Embauche, c'est cette goutte qui a fait déborder le vase de la précarité ! Il n'est que la mesure-phare d'une loi dite «pour l'égalité des chances» qui en inclut bien d'autres : l'apprentissage dès

14 ans, le travail de nuit à 15 ans, le «service civil volontaire» à partir de 16, etc. Il fait suite au CNE, voté le 5 août dernier. Il prépare ouvertement le «contrat unique» initialement programmé pour l'été 2006, avec précarité totale de deux ans pour tous. Il côtoie la loi sur l'immigration, le CESEDA, code d'entrée et de sortie des étrangers et demandeurs d'asile, qui est un véritable CNI, contrat nouvelle immigration. Immigrés jetables, travailleurs jetables : même combat.

Le CPE n'est que la dernière attaque organisant le renforcement de l'exploitation, après celles sur les retraites, la Sécurité sociale, l'Education nationale, etc. Enfin, il touche une question-clé, symbole du pouvoir patronal et de la condition ouvrière : le licenciement.

Contre le CPE, les jeunes ne se battent pas pour leurs droits d'étudiants, ils se battent en tant que futurs travailleurs. Ils défendent l'ensemble du monde du travail contre l'ensemble de la précarité. Leur appel à l'unité de lutte avec les travailleurs et les organisations syndicales est donc parfaitement logique.

CERTAINES OPPOSITIONS ANTI-CPE SONT SUSPECTES. L'opposition au CPE n'est pas unifiée, il y a DES oppositions. Le Medef jugeait cette proposition plutôt inopportun. Il préférait la mise à plat globale des statuts pour discuter «des flexibilités et des précarités». Satisfait du compromis, il appelle aujourd'hui à ce «véritable changement, une révolution culturelle pour les Français doit être progressif et expliqué, et cet effort de pédagogie doit se faire dans le respect du dialogue social».

Ce «dialogue social» auquel aspire le Medef est possible, car, à nos côtés, certains anti-CPE ne sont pas, au fond, contre la flexibilité et le droit de licencier. Ils

considèrent seulement que ça va trop vite, trop fort... et François Hollande dénonce le CPE avec les mêmes arguments que le Medef, car «cela porte tort à la France, à la paix civile».

La gauche a déjà beaucoup fait pour la flexibilité et la précarité, — et contre les travailleurs : les SIVP, les TUC, les CES, les CEC, les emplois-jeunes. Toutes ces mesures sont à l'actif des gouvernements Mauroy en 1981, 83 et 84, Rocard en 1990 et 92, et Jospin en 1997. La droite n'a pas le monopole de la précarité ! Demandez aux maires de gauche qui condamnent la précarité, combien ils emploient et exploitent de travailleurs précaires dans leur personnel communal ?

Les confédérations syndicales ne sont pas en reste. La direction CFDT est pour la «flexisécurité», c'est-à-dire l'acceptation du droit pour le patron de licencier comme il veut (la «flexibilité»), contre certains droits, et devoirs, pour le chômeur (la «sécurité»). La direction CGT, quant à elle, parle de «nouveau statut du travailleur salarié» ou de «sécurité sociale professionnelle». Il s'agit, sous un autre nom, de la même chose.

POUR UNE VRAIE VICTOIRE CONTRE LA PRÉCARITÉ !

Les jeunes, — futurs travailleurs —, et les travailleurs ont déjà gagné une chose. Ils ont fait la démonstration de leur force et de leur solidarité. Le lien s'est fait dans la lutte entre générations de travailleurs. Le fatalisme de la précarité, qui accablait les jeunes, a reculé. Dans cette lutte, auront progressé la conscience et l'organisation, la compréhension des mécanismes du capitalisme et la conscience de ce qu'il faut faire. Pourquoi, partout dans le monde, alors que les richesses s'accumulent, la situation des travailleurs doit-elle se dégrader ?

SUITE DE L'ÉDITO EN DERNIÈRE PAGE

Nous avons réuni plusieurs personnes pour parler de ces problèmes plus qu'actuels. Compte-rendu.

La violence, les «casseurs» et quelques autres

LA VIOLENCE DANS LES MANIFESTATIONS

■ Le monde actuel est violent. Violence des conditions de travail, des licenciements, du chômage, de la précarité. Violence des relations sociales de plus en plus dégradées : la misère, la tension ne peuvent amener ni harmonie ni paix. Cette violence est vécue tous les jours directement ou par petit écran interposé.

■ Dans la manif parisienne du samedi 28, la violence était bien présente. Les contrôles policiers ont interdit de manif des milliers de jeunes choisis «au faciès». Des milliers d'autres ont été contrôlés, fouillés, humiliés non seulement dans les transports en commun, mais tout au long du cortège.

■ Si on ne marche pas droit dans cette «démocratie» légalisée, l'Etat se charge de remettre de l'ordre, il montre ses muscles : gendarmes, flics, CRS, armée. Et sa Justice tranche en mois ou années d'enfermement. Tout cela est bien loin du slogan de «Liberté, Égalité, Fraternité». Cet État qu'on disait social devient de plus en plus policier.

VIOLENCE, MEDIAS, GOUVERNEMENT

■ Si la presse nous abreuve, tous les jours, des «violences» dans les manifs, c'est pour nous faire négliger les centaines de milliers, puis les millions de manifestants, qui protestent contre la violence sociale, celle qui casse non seulement le «social» mais aussi les individus. Ces medias poussent à la peur après avoir été contredite par «l'opinion publique» : malgré toute l'intoxication gouvernementale,

le mouvement étudiant et lycéen se renforce.

■ Il y a aussi de réelles et nombreuses provocations policières (lire les deux témoignages en p. 3). Et la police agit dans le sens que lui ordonne le Ministère de Sarkozy ou le représentant du gouvernement, le Préfet. En ce sens, la police défend un certain ordre, une certaine politique.

■ Il s'agit de discréditer au maximum les manifestations, les protestations, les occupations ou blocages des facultés ou des lycées. Ces exagérations, cette intox sont la preuve de la faiblesse de «ceux d'en haut». C'est une bonne raison pour résister encore et encore.

■ Il est également vrai que se développent des bandes qui attaquent aussi les manifestants (vol, cassage de gueule, insultes...). Et là, il faut riposter. Se défendre est légitime. Quelles que soient les motivations ou les frustrations que ces bandes expriment ainsi, elles deviennent des ennemis des luttes contre la précarité. Alors, ces bandes et leur violence sans sens politique deviennent objectivement des instruments du gouvernement De Villepin-Sarkozy.

LES BANDES SONT-ELLES MANIPULÉES

PAR LA POLICE ?

■ Dans les témoignages que nous donnons, c'est clair. Flics et casseurs se confondent (dans certains quartiers, dealers de drogue et

flics se connaissent, se côtoient, s'informent). Les flics même, dans les deux témoignages, donnent les premiers coups, entraînant peut-être de jeunes rebelles à se fourvoyer.

■ Parfois, c'est un autre phénomène, la bande est indépendante, agit pour s'affirmer et pour se faire des tnes : on vole, on pique, on arrache, on cogne si nécessaire. Parfois, la frontière entre délinquants et

jeunes lycéens est difficile à faire. Il est évident alors qu'il faut faire un travail d'explication sur le caractère de la lutte aujourd'hui, sur l'adversaire principal, sur les formes d'actions

à mettre en œuvre,...

■ Résultat des courses : cette violence, qui surgit brutalement, pousse à ne plus aller en manif. Et là, il est clair que si on veut que le mouvement politique contre le gouvernement se renforce, il faut se donner les moyens de réagir. Comment ?

■ Une chose est évidente, il ne faut pas rester isolé, il faut se regrouper et s'organiser. Faire nos propres services d'ordre et se donner les moyens de riposter. Et surtout ne pas en appeler à la police pour protéger nos manifestations.

LA VIOLENCE EST-ELLE LÉGITIME ?

■ Elle l'est comme un moyen de lutte politique d'abord défensif contre les flics en costume ou en civil, et contre les bandes de

voeux. Elle l'est, ou le sera légitime de plus en plus, quand il sera nécessaire de s'opposer à ce pouvoir d'Etat au service de la classe exploitante, la bourgeoisie. Là, on entrera dans une nouvelle période de lutte politique qui correspondra à un nouveau niveau de conscience politique et d'organisation des exploités, des opprimés. Mais vouloir justifier les affrontements violents, volontaires, «offensifs» dès aujourd'hui serait un suicide individuel ou collectif.

ET LES ARRESTATIONS OPÉRÉES PAR LA POLICE ?

■ C'est tout autre chose. Les témoignages se multiplient en ce sens : les gens arrêtés ne sont pas tous des «casseurs», loin de là. On l'a vu lors de la révolte de la jeunesse ouvrière en novembre dernier, beaucoup de ceux qui sont arrêtés sont seulement des manifestants qui ont ou non balancé une bouteille, un caillou sur les CRS, ou tout simplement des passants qui avaient le profil «jeune, beur, black».

■ D'ailleurs le massacre de Cyril Ferez, le militant de SUD-PTT, en est aussi la preuve. Tous les photos et films le montrent tranquillement assis lorsque les CRS chargent et le piétinent. S'il n'avait pas été à demi mort, ils l'auraient considéré comme «casseur», embarqué et jugé séance tenante. D'ailleurs, c'est ça que la hiérarchie policière a dit au départ pour justifier le matraquage. Et c'est pour cela qu'on doit exiger la libération de tous les arrêtés. SM

Comme dans la plupart des mouvements de lutte dignes de ce nom, la question de la violence est posée. On ne peut aborder cette question sans dire et répéter que la violence est d'abord celle des flics et du pouvoir en place.

Violence et démocratie

LE rôle négatif des pilleurs de magasins, des bandes qui attaquent les manifestants, ou des provocations policières, ne doit pas faire oublier que l'envie de taper sur les flics est légitime.

UNE ENVIE LÉGITIME DE TAPER SUR LES FLICS.

Prenez le parcours, pas si invraisemblable aujourd'hui, d'un ouvrier licencié. Il participe à la grève avec occupation contre le plan de licenciements. L'occupation étant illégale («atteinte à la propriété privée»), les flics débarquent, avec leurs gaz, leurs flingues et leurs matraques. Ils évacuent l'usine. Quelques mois plus tard, comme il ne peut plus payer son loyer, il est expulsé de son logement avec le «concours de la force publique». Il veut manifester. Malheureusement le Préfet, représentant local du pouvoir, n'a pas donné sa permission sur les heures et le parcours de la manif. Il envoie les flics, encore eux, qui chargent immédiatement. Notre travailleur a subi simplement la dictature de la classe dominante, la bourgeoisie, telle qu'elle s'exerce quotidiennement à travers l'appareil d'Etat : police, justice, prison, etc. Résultat : il a envie de taper sur les flics !

LA «RUE», C'EST UNE VIOLENCE !

Que nous oppose-t-on à la violence ? La démocratie ! Mais la démocratie est un système politique qui repose sur la dictature ! «Dans la société bourgeoise, la liberté politique pour les exploités est conditionnelle, elle est d'autant plus large que le pouvoir bourgeois n'est pas menacé».* Dès que «l'ordre» bourgeois, celui du Capital, est menacé, l'habillage démocratique est mis au vestiaire et la dictature réapparaît ouvertement. Les révoltes de jeunes en novembre ont eu ce mérite, entre autres, d'obliger le pouvoir à nous rappeler que l'état d'urgence, ça existe. Si la police ne suffit plus, il y a l'armée...

Si on oppose la démocratie à la violence, à la limite, il ne faut pas manifester ! C'est d'ailleurs un argument du gouvernement. Le sommet de la démocratie, c'est le Parlement. Or l'Assemblée Nationale, démocratiquement élue, a voté démocratiquement pour le CPE et la loi sur «l'égalité des chances». Ce n'est pas «la rue» qui va gouverner, «ce serait l'anarchie !», nous dit-on.

LES BLOCAGES SONT UNE VIOLENCE.

La question des blocages de facs ou de lycées illustre bien ce que peut ou doit être le rapport entre violence et démocratie dans le camp des travailleurs. Le blocage des accès à une fac ou un lycée, c'est une violence, dans le sens d'une contrainte physique. Elle est légitime, direz-vous, à partir du moment où elle est majoritaire. Ce n'est pas si simple. Il y a eu des blocages ultra-minoritaires, en début de mouvement, qui ont été majoritairement appréciés ensuite, parce qu'ils ont permis des AG, une information, des débats et des votes. La dictature (la violence) n'était pas majoritaire, mais son rapport à la démocratie et à la majorité était correct. Ce qui n'a pas toujours été le cas dans les initiatives de blocage. Contre-exemple, mais qui



confirme ce que nous disons : dans un lycée de banlieue, le mouvement anti-CPE est majoritaire, mais le blocage des portes est une connerie, car il a pour effet qu'une partie des élèves rentrent chez eux au lieu de participer à l'AG.

Ainsi va la «dictature du prolétariat» : elle s'affiche ouvertement comme une dictature de classe, contrairement à l'hypocrite «démocratie» bourgeoise. Mais elle est au

Ces quelques remarques de principe ne répondent pas à certaines questions pratiques : Comment réagir face aux bandes de jeunes qui attaquent les manifestants ? Est-il possible ou même souhaitable de taper «intelligemment» sur les flics ? Le problème n'est-il pas plutôt celui des provocations policières ?

Envoyez-nous vos réflexions et vos témoignages. Ils nous intéressent, dans ce cadre des prin-

service de la démocratie des travailleurs. En 1917, devenu majoritaire au sein des soviets (traduisons : des comités de lutte), le parti bolchevik déclenche l'insurrection (une action militaro-ouvrière minoritaire au départ), et donne le pouvoir aux soviets.

Marc Crépin

* Plate-forme de VP-Partisan, Cahier 2, page 15

cipes de la lutte des classes (dictature du prolétariat contre dictature du Capital !). Les défenseurs de la démocratie en général — tous ceux qui nous disent que la solution est de bien voter en 2007 — et tous les défenseurs de l'état bourgeois — ceux qui disent que «la police devrait être fidèle à son rôle de service public» —, nous les considérons, en gros, comme hors de notre problématique !

“ LEUR DEMOCRATIE C'EST LA DICTATURE DU CAPITAL

Le parlementarisme, c'est le système de représentation électorale qui ôte aux masses tout pouvoir de décision et d'action sur leur propre vie. Il leur permet seulement d'élire, de temps en temps, des «représentants» qui échappent totalement à leur contrôle. Ce système favorise les rapports clientélistes et la démagogie populiste. Le parlement n'est d'ailleurs qu'une

chambre d'enregistrement, puisque toutes les décisions importantes sont prises dans les cabinets ministériels. Elles sont en fait discutées avec les grands groupes financiers et industriels qui détiennent le pouvoir économique, et par conséquent la réalité du pouvoir politique.”

* Plate-forme de VP-Partisan, Cahier 2, page 15



Paris, place de la République, 28 mars 2006.
En uniforme, on sait qui sait. Mais en civil ? «Casseurs» ? Flics ? Manifestants ?

Témoignages de manifs

TÉMOIGNAGE D'ÉMILIE M. ÉTUDIANTE EN ANTHROPOLOGIE À LYON II, SUR LA MANIF PARISIENNE DU 23 MARS. «Je suis allée à Paris hier. La manif s'est bien passée et il y avait du monde. Nous, gens de Lyon, de Grenoble, de Chambéry, avons formé un beau cortège «Lyon tient son Paris». Nous étions vraiment nombreux ! Puis, peu à peu, des vagues d'une centaine de «casseurs» dévalaient dans la foule... Certains se sont fait voler ou frapper. À la fin de la manif, ils étaient des centaines... Environ 3 000 CRS et gendarmes mobiles bloquaient la place d'arrivée ! Les «casseurs» choisissaient une proie, fonçaient à 20, 30, 50, 100 sur lui (elle) et le (la) défonçaient et le dépouillaient ! A un moment, trois casseurs se sont précipités dans la rue, ils ont été interpellés puis sont passés... carte de Police à la main ! Là, on a halluciné, on s'est faufilé après eux, il n'y avait plus rien ! Les pompiers éteignaient les voitures mais les casseurs étaient tous partis. Tout était calme... J'ai rejoint les quais, il ne restait plus que des manifestants en état de choc. On a voulu sortir, mais les camions de

flics nous prenaient en sandwich et nous empêchaient de sortir ! Les flics ont commencé à nous filmer, ils étaient morts de rire face à notre incompréhension et à notre terreur. Ils ont commencé à charger sur ma droite et la foule s'est précipitée contre l'autre cordon de CRS. Une fille, paniquée, leur a demandé des informations, elle s'est fait gazer. Les cordons se resserraient contre nous, ça hurlait dans tous les sens, deux filles voilées pleuraient. J'avais peur que l'un de nous tombe, que l'on meure étouffés ou piétinés... Les médias étaient parmi nous et nous canardaient de flashes, surtout dès qu'on hurlait. Les flics nous compressaient violemment pour qu'on se révolte et que les médias puissent prendre des photos ! Morts de trouille face aux assauts des forces de l'ordre, nous avons levé nos mains au ciel... Là, ils ont paru bien emmerdés ! Les flashes fusaiet toujours... On a été embarqués au commissariat pour vérifier nos identités. Dans la cour vint l'heure de la mise en scène médiatique ! Cinq ou six flics rentraient en trombe parmi nous, se jetaient sur un mec, le

plaquaient violemment au sol. Là, ils attendaient trente secondes, le temps des photos, puis viraient le mec. Je tiens à préciser que les arrestations se sont placées dans un ordre bien précis : ils ont commencé par les noirs, puis par les arabes, suivis des mecs qui avaient des dread ou les cheveux longs... Une bande de six «racailles» est sortie escortée, de la cour du commissariat. Ils se sont retrouvés avec nous. Ils se sont glissés dans un coin, cinq CRS les ont fait sortir discrètement (nous sommes trois ou quatre à avoir vu la scène), une fille s'est

...c'est là que je m'aperçois que l'homme à la canette est un flic !

accrochée à eux pour sortir, les flics sont allés la chercher et l'ont remise dans le cercle, les gars sont partis sous l'oeil complice des flics. Nous commençons à comprendre tous ce business, certains flics sont des «casseurs» infiltrés pour embraser la foule, certains «casseurs» doivent avoir des arrangements avec eux pour nous taper sur la gueule dans les manifs et puis il y a les moutons, ceux qui suivent juste pour se divertir... Ils ont fini par me prendre par le bras pour m'interroger, enfin ! Le flic était surpris que je vienne de Bron, je gardais le silence face à sa voix toute douce, il m'a souhaité un «passez une bonne soirée mademoiselle», sourire charmeur à l'appui, comme si tout cela était tout à fait normal, comme s'il avait l'habitude ! Il était 20 heures, l'heure des infos. Mes deux amies sont sorties juste après moi...»

TÉMOIGNAGE LORS DE LA MANIFESTATION DE MONTPELLIER DU 18 MARS. «Des centaines de manifestants ont décidé d'occuper le Polygone (le «temple de la consommation» montpelliérain). L'entrée se passe sans anicroches, et l'investissement des trois étages aussi. Mais vient le moment où un homme lance une canette sur une vitrine (une des rares non baissées). Cet homme se trouvait à quelques mètres de moi. Au bruit du verre cassé, les vigiles prennent peur : ils sautent sur un bar proche et attrapent des chaises, des tables en fer, et les lacent sur les manifestants coincés dans le Polygone. Les tables volent à 2 mètres de hauteur, un étudiant en reçoit une en plein visage... C'est alors qu'intervient le mouvement de panique : les policiers de la BAC (brigade anti-criminalité) présents dans la manif revêtent leur brassard (et c'est là que je m'aperçois que l'homme à la canette, à l'apparence normale, est un flic !) et ces salauds gazent à tout va et balancent des grenades aveuglantes et des gaz lacrymo... On tente de sortir dans la panique générale. On se retrouve sur la place à l'entrée du Polygone face à l'Hôtel de Ville. On soigne immédiatement les blessés, on met du serum... Les visages sont tuméfiés, les yeux exorbités...»

Après une intervention musclée des CRS contre des gens paniqués, le témoin rapporte : «Puis vient le bouquet final : un autre mouvement de panique, dû à une intervention musclée de la BAC pour arrêter un jeune homme, pour des motifs inconnus des manifestants, mais que les flics ne tarderont sans doute pas à lui trouver... L'arrestation est ultra-violente... et en plus le second agent de la BAC sort un flash-ball de sous le manteau (au milieu de la foule) et tourne sur lui-même, nous mettant tous en joue... et cet enfoiré prend plaisir à nous viser.... l'œil au viseur, on s'attend à recevoir une balle à n'importe quel moment... c'est affreux...»

SAMEDI 22 AVRIL 15H-19H

LES ENJEUX DU 48^e CONGRÈS DE LA CGT

MEETING DE VOIE PROLÉTARIENNE

Eurosites, 69 ter, rue de la Chapelle, Paris 18^e — Métro Porte de la Chapelle

Les résistances à la «cfdtisation» se multiplient

48^e CONGRÈS CGT

On a vu dans les manifestations anti-CPE l'importante présence des militants CGT. Les évolutions que connaît aujourd'hui la CGT concernent tout le mouvement social et les réticences de sa direction à appeler à la grève contre le CPE interrogent tout le monde. Thibault et Le Duigou réussiront-ils à transformer la CGT en une CFDT bis ? Là est la question. Le 48e congrès confédéral, qui aura lieu du 24 au 28 avril, a donc des enjeux qui dépassent la seule CGT. Nous avons interrogé un des animateurs du blog ouvalacgt.over-blog.com

PARTISAN : PEUX-TU NOUS DIRE OÙ EN EST LA PRÉPARATION DU CONGRÈS ? Nous sommes à seulement un mois du congrès et, malheureusement, seule une petite partie des militants CGT s'est intéressée à ce congrès. La direction confédérale ne favorise pas l'étude des documents de préparation. Dans mon syndicat, à part l'enquête bidon sur l'image de la CGT, diffusée à des centaines de milliers d'exemplaires, nous n'avons reçu aucune stimulation pour cette préparation. Des forums régionaux ont bien eu lieu, mais en novembre, avant que les textes ne paraissent et sur des sujets suffisamment généraux pour ne polariser aucun courant critique. Le seul stimuli, mais de taille, est venu de ma Fédération, la Chimie, à travers un long texte critique du rapport d'orientation, disponible sur son site (www.fnic.cgt.fr). Elle a aussitôt subi les foudres de Thibault, comme quoi son initiative n'était pas démocratique.

QUELLES SONT LES AUTRES OPPOSITIONS À LA LIGNE CONFÉDÉRALE ? Il y a eu la métallurgie du Nord-Pas de Calais. On peut voir un compte-rendu d'une AG de 350 militants sur notre blog. La fédération de l'agroalimentaire est traditionnellement critique mais nous ne connaissons pas de positionnements de sa part. Il y a aussi quelques Unions Locales (Arras, Roanne, Massy, Argenteuil, Longwy, Orly aéroport...) et enfin de nombreux syndicats et sections de retraités. Pour ce qui est des retraités, c'est d'ailleurs un phénomène général. La vieille garde des militants PCF ne reconnaît plus «sa» CGT. Elle vomit littéralement des dirigeants comme Le Duigou et reconnaît maintenant, plus ou moins, les militants d'extrême gauche comme des amis.

MAIS QU'EST DEVENUE L'OPPOSITION DU CCN QUI AVAIT MIS THIBAULT EN MINORITÉ ? La fracture s'est refermée. Les rapports d'activité et d'orientation, préparatoires au congrès, ont été adoptés pratiquement à l'unanimité. Les structures clairement oppositionnelles sont peu nombreuses. Les militants critiques sont relativement épars. Il y a aussi quelques réseaux politiques plus ou moins importants qui préparent ce congrès en organisant leurs membres impliqués dans la CGT. Outre notre blog, qui devient une référence, il y a les syndicalistes révolutionnaires du CSR ainsi que les groupes issus du PCF (le PRCF, l'URCF, Coordination Communiste etc.) ; et d'autres syndicalistes liés à des partis d'extrême gauche.

Mais ces oppositions ne peuvent devenir «une» opposition : elles sont trop éclatées et puis il y a une tradition hostile aux fractions. Mais il y a des tentatives. Des politiciens bourgeois, comme Aubry ou Borloo, se retrouvent d'ailleurs sur la même idée de droits transférables, combinant une flexibilité totale et une certaine



Assemblée des métallos à Denain

ET AU NIVEAU DES SYNDICATS ? Beaucoup commencent à s'inscrire dans une démarche critique mais c'est impossible à recenser. Seule une frange de militants hostile à la dérive confédérale impulse le débat et nous sommes tous confrontés aux rythmes et aux disponibilités militantes dans les syndicats. Chaque syndicat a aussi des soucis propres dus à l'offensive patronale permanente. Le 48^e congrès n'est pas une priorité pour les syndiqués. Pour ma part, il a fallu du volontarisme pour que nous en parlions dans mon syndicat. La situation a changé avec la publication du document de la fédé Chimie. Quelques camarades se sont mis à étudier le rapport d'orientation, ils ont voulu y insérer des amendements sur les attaques sur le temps de travail, les jours fériés, la retraite. Ils ont pu se rendre compte que le document ne contenait aucune des revendications pour lesquelles nous avons bataillé ces dernières années... et aussi qu'aucun emplacement n'était prévu pour les formuler. Seule demeure la revendication de «sécurité sociale professionnelle» et de «nouveau statut du travailleur salarié».

QUELLES SONT LES CRITIQUES DES OPPONENTS À CE RAPPORT D'ORIENTATION ? Il y a peu de critiques sur ces deux revendications. Nous avons analysé sur le blog comment elles effaçaient totalement la lutte contre les licenciements, contre les formes de contrat précaire et pour l'organisation des chômeurs. D'autres voix remarquent que cela substitue des droits individuels aux droits collectifs. Cela remet par exemple en cause les conventions collectives.

Des politiciens bourgeois, comme Aubry ou Borloo, se retrouvent d'ailleurs sur la même idée de droits transférables, combinant une flexibilité totale et une certaine

sécurité. La plupart, comme dans mon syndicat, notent l'absence des revendications de base de la CGT. Cette absence rend le rapport d'orientation quasi impossible à transformer, mais facile à critiquer. Il y a beaucoup de critiques sur le syndicalis-

me dit «rassemblé», de la part de militants condamnant l'alliance systématique avec la CFDT ou réclamant la sortie de la CES.

Enfin, il y a la question des transformations organisationnelles. Beaucoup de syndicats se crispent là-dessus car il y a remise en cause du principe fédératif. La confédération aurait le rapport direct avec les adhérents, pourrait remodeler à sa guise les structures intermédiaires et tiendrait aussi les cordons de la bourse. Mais toutes les oppositions là-dessus ne sont pas forcément justes car il y aurait aussi des évolutions nécessaires à faire.

PEUT-ON FAIRE UN PREMIER BILAN DE NOTRE INTERVENTION ? Le blog a été un succès. Il a maintenant une moyenne de 120 fréquentations par jour. Nous avons une liste importante d'abonnés à la newsletter et, parmi eux, des contacts qui souhaitent travailler avec nous. Un exemple : lors d'une manifestation anti-CPE, une syndiquée CGT, dégoûtée de sa pratique et de son orientation, m'a dit avoir renoncé à la quitter après avoir découvert dans notre blog des militants critiques, pensant comme elle.

L'objectif est maintenant de regrouper tous ces camarades. Mais il s'agit aussi de montrer que l'orientation syndicale de classe ne peut se construire qu'à partir d'une vision politique. C'est parce que nous luttons pour le renversement du capitalisme et pour le communisme que nous sommes plus clairs sur la façon d'orienter le combat syndical d'aujourd'hui. Ce sera l'un des axes de notre meeting du 22 avril à Paris.



Et toujours sur le blog
<http://ouvalacgt.over-blog.com/>
Tous les documents de débat pour le 48^e congrès, les propositions d'axe d'«intervention», l'analyse du livre de Le Duigou «Demain le changement», etc...

Nous étions une dizaine, pour la plupart non syndiqués ou récemment syndiqués. Nous commençons par regretter l'absence de deux camarades ouvriers, l'un dans le bâtiment, l'autre en usine, tous les deux non syndiqués. L'ordre du jour prévoit de poser les questions de base sur le syndicalisme : faut-il se syndiquer ou pas ? Quels sont les risques, et quelles sont les raisons pour ? Y a-t-il un mauvais syndicalisme ? Etc.

UNE RÉUNION SUR LE SYNDICALISME

LA présentation faite par une militante de VP-Partisan expose les positions de l'organisation. Elle est immédiatement suivie par un tour de table où chacun explique sa situation.

VP-Partisan est une organisation politique, mais nous considérons que la lutte pour les revendications immédiates, et donc le syndicalisme, sont nécessaires, essentiels. Les militants de VP sont adhérents dans différents syndicats.

Actuellement, nous participons par exemple aux débats dans la CGT – qui reste le principal syndicat ouvrier – car la CGT a un congrès en avril.

Le tour de table permet aussi de se présenter, car tout le monde ne connaît pas tout le monde. Employée dans la restauration, électricien en usine, femme de ménage, retraitée, employé en hôpital, les situations sont diverses. Et les situations syndicales sont, dans l'ensemble, pas très brillantes. Des travailleurs qui se débrouillent cha-

cun dans son coin, des délégués qui ne réunissent jamais les travailleurs... Même la situation des militants de VP n'est pas évidente : non syndiquée car en formation, récemment re-syndiquée après un licenciement et un reclassement...

EXEMPLE NÉGATIF. Première vidéo, dix minutes. Extrait du film «Jusqu'au bout», qui est une reconstitution de la lutte des Cellatex. Extrait choisi : le délégué fédéral venu de Paris et le délégué syndical de la boîte se mettent d'accord par téléphone avec la ministre du Travail, Martine Aubry, sur le montant de la prime de licenciement : 80 000 francs. «Ça reste entre nous», dit le délégué fédéral. Et les négociations reprennent comme si de rien n'était. Le patronat démarre ses propositions à 36 000 et fait semblant de faire un effort !

C'est un exemple de mauvais syndicalisme. Il ne devrait pas y avoir de secret entre les délégués et les travailleurs. En fait, les délégués ont pris la décision à la place des travailleurs, et font semblant de les

consulter pour mieux leur faire avaler le morceau ! On voit la séparation entre la base et les directions syndicales, là où il devrait y avoir une solide unité.

A propos de base, on note une évolution, y compris dans la CGT : il y a de plus en plus d'ingénieurs et cadres, et de fonctionnaires dans les syndicats. Et cette évolution a une influence sur le style et les orientations.

EXEMPLE POSITIF. Deuxième remarque, à propos des travailleurs et des délégués : certains ne défendent que leurs syndiqués, c'est inadmissible. Il faut défendre tous les travailleurs et les amener à se syndiquer. Même si ce n'est pas évident. Comme dans d'autres organisations – les collectifs de sans-papiers –, le risque est le cas par cas, et que les travailleurs laissent tomber la lutte et l'organisation une fois que leur cas est réglé.

Deuxième vidéo, de dix minutes comme la première. Un exemple positif, cette fois. Extrait de l'émission Saga-cités [SUITE PAGE 5](#)



RETRAIT DU CPE !

Mais qu'est-ce qu'ils veulent donc ? Jeunes des banlieues hier ? Jeunes scolarisés et étudiants aujourd'hui ? Et on reparle à nouveau du fantôme de Mai 68, ça ressemble, ça ne ressemble pas, et patati et patata... Mais ils le disent ce qu'ils veulent ; il n'y a que les sourds qui ne veulent pas entendre. Ils parlent du monde qui les rejette, de leurs rêves qui se brisent tour à tour et de la triste réalité qui les attend. Ils parlent aussi de leurs espoirs, des choses telles qu'elles devraient être... Un autre monde ?

La jeunesse aspire à un monde nouveau

DES BANLIEUES AUX BOULEVARDS, UNE CLAMEUR QUI GRANDIT ! Hier, dans les quartiers populaires (dites «banlieues», même quand ils sont en centre ville), les jeunes parlaient d'injustice, d'inégalité, de racisme... mais aussi de précarité d'existence, de manque d'avenir. Et de dresser le poing vers les politiciens qui les traitent de «racailles», vers l'Etat qui les contrôle, les matraques, les enferme. Vers cette violence quotidienne que connaissent ceux qui travaillent, ceux qui font la grève, ceux qui chôment... pour le bonheur de «ceux d'en haut», qui exploitent, oppriment et empêchent. La révolte des jeunes s'additionnait aux manifs de rue, aux grèves ouvrières acharnées, au vote pour le Non du 29 mai 2005. Elle prolongeait la vague des oppositions populaires de l'année. Elle préfigurait de plus larges révoltes. Nous y sommes ! L'unifié la plus large se fait justement contre la précarité, contre l'exploitation, contre l'inégalité. Contre le Contrat Première Embauche (CPE), ce contrat présenté comme la réponse positive «aux malai-

ses des banlieues». Le contrat première «Exploitation» rejoignant un autre contrat que le gouvernement croyait nous avoir fait avaler, le Contrat Nouvelle Embauche. Eh bien non ! L'unité de ceux «d'en bas» est de plus en plus politique contre ceux «d'en haut» et contre leur représentant au gouvernement.

La jeunesse s'élève contre la précarité, pour le bien-être et la stabilité.

Contre l'inégalité des chances, elle veut l'égalité et dénonce les priviléges.

Contre les profiteurs, la jeunesse réclame une juste répartition des biens communs.

Contre la compétition, la jeunesse active veut l'entraide et l'amitié.

Contre la concurrence, un monde violent et cruel, elle veut la coopération.

Contre l'économie avant tout, elle veut l'homme au cœur de la vie sociale.

ELLE A RAISON DE SE RÉVOLTER ! Égalité, entraide, amitié, coopération, répartition, bien-être. Ces mots résonnent dans les senti-

ments et dans les consciences. Les vieux phénix ressortent des tombes de l'individualisme, du chacun pour soi où on croyait les avoir définitivement enfermés. Ces mots ne font-ils pas l'essentiel d'un monde nouveau ? L'essentiel de ce qu'on appelait hier le «socialisme», le «communisme» ? Socialisme pour social, communisme pour chose commune, appartenant à tous pour le profit de tous. Hier, c'est maintenant aujourd'hui. Le communisme redéveloppe la jeunesse du monde.

DE LA RÉSISTANCE À LA... Un refus s'exprime clairement, celui de ne plus être une «marchandise», une force de travail. Refus de n'être «qu'une variable d'ajustement» dans les mains des rois du Marché, qu'on prend et qu'on jette au gré d'une économie en folie. Les jeunes ne sont pas des objets, ce sont des êtres humains, futurs créateurs de richesses sociales. À travers les refus, les mouvements, les explosions se forme une nouvelle conscience sociale anticapitaliste. Conscience qui désigne tour à tour les conséquences de la «dicta-

ture des marchés», de la dictature de la classe dominante (riche, puissante et qui à tous les droits). La révolte de la jeunesse exprime l'aspiration à un autre monde.

L'arrivée de la jeunesse sur le terrain des luttes sociales, sa volonté affichée de lier ses luttes à celle des travailleurs (actifs ou non), ouvre de nouvelles perspectives et bouscule les routines. Elle contribue à redonner confiance à ceux qui ont été écoeurés par les reculades à répétition des directions syndicales, par les trahisons de la gauche libérale. Les gens perçoivent que seul un grand mouvement d'ensemble peut résister aux attaques de ce gouvernement. La politisation croissante des manifestations n'a rien du hasard, mais tout de la nécessité de vivre. Nécessité qui se heurte au cadre trop étroit du monde marchand, pour qui la liberté n'est que celle des patrons d'exploiter, pour qui l'égalité n'est que la loi du plus fort, pour qui la fraternité n'est que tromperie, et la démocratie une mystification parlementaire.

...RÉVOLUTION SOCIALE, ÉCONOMIQUE, CULTURELLE ! La société est mûre pour être bouleversée : la grande production en créeait conditions matérielles et les aspirations populaires mènent à rompre avec le capitalisme. Le monde manque-t-il de richesse ? Non, mais celles-ci sont accaparée par une minorité. Le monde manque-t-il de dévouement, d'humanité ? Non, mais ceux-ci sont détournés au profit de quelques uns. Ce vieux monde craque de toute part, laissant entrevoir d'autres alternatives, d'autres possibles. Un monde nouveau, des relations sociales nouvelles sont possibles.

Comment y parvenir ? Quel chemin prendre ? Comment construire dès aujourd'hui ? C'est à ces questions que les communistes marxistes-léninistes veulent répondre. Par notre «Manifeste, de la résistance à la contre-offensive», lors de notre 6^e Congrès, et aujourd'hui, dans la perspective de notre prochain congrès, par l'élaboration d'un programme politique...

G. Lecœur



ENFANCE

Discrettement, nos gouvernements successifs cherchent à nous mettre dans la tête des horreurs. Racisme, ethnocentrisme, machisme, individualisme, on ne peut faire la liste de tout ce que nous apprenons malgré nous à trouver naturel ce qui n'est, en réalité, que mensonges, contre-vérités ou inventions pures et simples.

DÉPISTER LA FUTURE RACAILLE...

LE capitalisme ne peut imposer sa dictature que si nous sommes divisés, jugeant notre voisin inférieur à nous et le soupçonnant de vouloir nous nuire. Exemple :

INDICE DE MORALITÉ... Lisez ces extraits d'une pétition qui circule sur le web : «Le gouvernement prépare actuellement un plan de prévention de la délinquance qui

prône notamment une détection très précoce des «troubles comportementaux» chez l'enfant, censés annoncer un parcours vers la délinquance. Dans ce contexte la récente expertise de l'Inserm (1), qui préconise le dépistage du «trouble des conduites» chez l'enfant dès le plus jeune âge, prend un relief tout particulier. Les professionnels sont invités à repérer des facteurs de risque prénatals et périnatals, génétiques, environnementaux et liés au tempérament et à la personnalité. Pour exemple sont évoqués à propos de jeunes enfants «des traits de caractère tels que la froideur affective, la tendance à la manipulation, le cynisme et la notion» (d'héritage) du trouble des conduites. Le rapport insiste sur le dépistage à 36 mois des signes suivants : «indolérité, (...) agressivité, faible contrôle émotionnel, impulsivité, indice de moralité bas», etc.

Flicage et toxicomanie... Devant ces symptômes, les enfants dépistés seraient soumis à une batterie de tests élaborés sur la base des théories (...) qui permettent de repérer toute déviance à une norme établie selon les critères de la littérature scientifique anglo-saxonne (2). Avec une telle approche (...), le moindre geste, les premières bêtises d'enfant risquent d'être interprétés comme l'expression d'une personnalité pathologique qu'il conviendrait de neutraliser au plus vite par une série de mesures associant rééducation et psychothérapie. A partir de six ans, l'administration de médicaments, (... qui) devrait permettre de venir à bout des plus récalcitrants, n'induira-t-elle pas une forme de toxicomanie infantile ?

Le risque de dérive est patent : la détection systématique d'enfants «agités» dans les crèches, les écoles maternelles, au prétexte d'endiguer leur délinquance future, pourrait



transformer ces établissements de lieux d'accueil ou d'éducation en lieux de traque aux yeux des parents (...). - Nous nous élevons contre les risques de dérives des pratiques de soins, notamment psychiques, vers des fins normatives et de contrôle social ; - Nous refusons la médicalisation ou la psychiatristration de toute manifestation de mal-être social ; - Nous nous engageons à préserver dans nos pratiques professionnelles et sociales la pluralité des approches dans les domaines médical, psychologique, social, éducatif... vis-à-vis des difficultés des enfants en prenant en compte la singularité de

chacun au sein de son environnement ; - Nous en appelons à un débat démocratique sur la prévention, la protection et les soins prodigués aux enfants, dans un esprit de clarté quant aux fonctions des divers acteurs du champ social (santé, éducation, justice...) et quant aux interrelations entre ces acteurs.»

Une lectrice

contact@pasdeOdeconduite.ras.eu.org

(1) INSERM : Institut national de la santé et de la recherche médicale ; (2) Aux USA, encouragés par ces théories scientifiques, certains commencent à administrer du Tranxene ou du Themestat aux enfants, pour avoir «la paix»...

UNE RÉUNION SUR LE SYNDICALISME

SUITE DE LA PAGE 4 intitulés «Les bonnes». Une femme de ménage, malienne, laisse seuls, chaque matin, sa fille de 12 ans avec son petit frère, et se tape deux heures de transport pour aller nettoyer des bureaux à La Défense. Elle parle de ses conditions de vie, de ses responsabilités familiales, des temps de trajet, plus que des conditions de travail ou du salaire insuffisant. Conclusion surprenante : «Nous sommes tous syndiqués, car si le patron vient t'embaucher ou veut te licencier, le syndicat est là pour t'aider.»

Dans les situations les plus difficiles, il y a donc moyen de se syndiquer et cela est utile. C'est la dimension du collectif : l'union fait la force. Rappel, assez naturel, de la lutte des femmes d'Arcade, malgré toutes les difficultés : l'analphabétisme, les situations familiales, etc. Mais après des années de persuasion pour que toutes soient syndiquées, avec une mobilisation collective, avec le soutien de Sud-Rail et d'un collectif de militants, tout était possible !

Marc Crépin

RETRAIT DU CPE !

Villepin, le gouvernement

LE CPE POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE DE MASSE ? Les salariés bénéficieraient de droits trop élevés, embaucher coûterait trop cher aux patrons. Il faudrait donc diminuer le coût du travail, supprimer les garanties dont bénéficient encore les salariés. Tout le monde connaît le résultat de cette politique : les salaires stagnent, la protection sociale est remise en cause, les patrons empochent la différence, le CAC-40 est euphorique mais le chômage ne recule pas et la précarité s'aggrave. Cela fait vingt ans que le coût du travail diminue et que, parallèlement, le chômage augmente !

Villepin prétend que le CPE offrira aux jeunes l'accès à un CDI au lieu de les laisser aller d'intérim en CDD sans trouver d'emploi stable. Là encore : mensonge ! Le CPE ne supprime nullement les CDD (aujourd'hui, 70 % des premiers emplois), et n'empêchera pas les jeunes de galérer de petits boulots en petits boulots. La discussion sur le CPE à l'Assemblée nationale n'était pas commencée que Villepin et ses ministres entraient en campagne contre le contrat à durée indéterminée...

GOUVERNEMENT ET PATRONAT EN VEULENT PLUS. Villepin parle aujourd'hui «d'harmoniser CNE, CPE et CDI». Non seulement les patrons veulent embaucher à leurs conditions, mais ils veulent pouvoir licencier comme bon leur semble. Les CDI les gênent, car ils donnent un minimum de droits aux salariés... Alors, ils parlent de plus en plus d'un «contrat unique» et précaire.

TOUS PRÉCAIRES ? C'est ainsi qu'ils veulent résoudre le chômage en généralisant la précarité et en créant un état d'insécurité.



rité sociale : baisse des revenus de ceux qui travaillent, de ceux qui chôment, transformation du RMI en RMA, etc...

Et, comme philosophie, nous aurions celle de la nouvelle présidente du Medef, Laurence Parisot, qui affirmait il y a peu : «*La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ?*» Une telle vision revient sur des décennies de luttes sociales dont l'objectif était justement de sortir les êtres humains de la précarité de la vie quotidienne. Face à ce projet de société réactionnaire, au sens premier du mot, il faut aujourd'hui réaffirmer ce qui a été au fondement du syndicalisme dès sa naissance, la nécessaire «émancipation intégrale» de l'humanité de toutes les formes d'exploitation et d'oppression.

DES CHIFFRES ET DES FAITS. Une enquête du Ministère du travail, publiée en février,

donnait la mesure du recul du pouvoir d'achat des salariés : en 2005, 16,8 % des salariés (hors intérim et agriculture) ont été payés au Smic horaire, contre 15,6 % en 2004 et 14 % en 2002. Cela concerne 2,5 millions de salariés – 3,8 millions, si on y ajoute l'agriculture et l'intérim. Et sur dix de ces salariés, quatre sont employés à temps partiel. Voilà l'égalité des chances» version Villepin-Borloo... Et ce recul va directement dans les poches des entreprises du CAC 40 : 57 milliards d'euros de bénéfice net en 2004, soit 63% de plus qu'en 2003 !

LA FONCTION PUBLIQUE À L'AVANT-GARDE DE LA PRÉCARISATION où l'État précarise massivement. Une précarité dont la Dares (institut de statistiques du Ministère de l'emploi) donne un aperçu dans une étude récente : sur 5,4 millions de personnes employées dans le public, elle en distingue «860 000 sous contrat court». La Dares note qu'«entre 1990 et 2002, la part d'emplois courts (souvent jeune, de sexe féminin et employé) dans la fonction publique s'est accrue de cinq points», soit 16% de l'emploi global dans le public, contre 12% dans le privé.

12 % DE PRÉCAIRES. En France, il faut savoir que 90% de la population active est salariée. Et 12 % de l'ensemble des personnes employées ont un statut précaire (CDD, intérim, etc.). Le plus souvent dans le secteur privé, qui emploie 3,5 fois plus de salariés que le public. Mais en proportion, le secteur public compte autant de précaires que le privé. La précarité frappe d'abord les jeunes : 12 % des 15 à 29 ans qui travaillent disposent d'un emploi précaire dans le privé, contre 3,6 % des 30 à 49 ans. Le secteur public emploie aussi bon nombre de jeunes en CDD : 4,6 % des 15-29 ans contre 1,6 % des 30 à 49 ans...

PAUVRETÉ EN FRANCE : SEPT MILLIONS DE PERSONNES. Le très officiel Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, recense, en 2001, au moins 7 millions de personnes vivant en France sous le seuil de pauvreté, avec un revenu mensuel

inférieur à 774 euros, dont 3,7 millions avec un revenu mensuel inférieur à 645 Euros. Combien de nouvelles victimes de la dégradation de l'assurance chômage, des radiations, du chômage non-indemnisé (6 chômeurs-chômeuses sur 10), de l'emploi forcé pour un salaire de misère depuis 2001 ? Au moins 3,5 millions de travailleurs sont des travailleurs pauvres et quelques 2 millions d'enfants vivent dans des foyers sous le seuil de pauvreté. Un SDF sur trois travaille sans pouvoir se payer un logement !

Les indices boursiers, dans le même temps, ne cessent de battre des records et le PDG de Carrefour en 2005 a perçu plus de 2000 années de SMIC en indemnité de licenciement !

Cette inégalité barbare n'a rien d'une donnée naturelle et intangible. La misère et la pauvreté engendrent des profits qui sont toujours plus exorbitants. En 15 ans, les plus-values financières ont augmenté en moyenne de 8% tandis que les revenus du travail ont diminué d'autant. CQFD **SM**

TÉMOIGNAGE SUR LA PRATIQUE DU CNE

«Le 6 février 2003 je suis embauchée en CDD sur une Société qui s'appelle B. Courant 2004, je reçois une promotion et je passe sur une filiale du groupe qui s'appelle C. Au mois de mars 2005, on me refait passer sur la société B dans le but de faire échouer les élections des délégués du personnel. Faisant toujours partie du même groupe (le groupe A), ces changements sont effectués par avenant au contrat. En juillet 2005 je m'aperçois que sur ma fiche de paie à coté de l'intitulé B se trouve D. Je me renseigne donc de ce fait et j'apprends que la société B a été rachetée par la D.

Aux alentours du 15 décembre 2005, notre directeur financier du groupe A convoque tout le personnel de la B dans le but de leur faire signer une démission. Il nous explique que les sociétés B et D sont en liquidation judiciaire et qu'il consent à nous reprendre par l'intermédiaire d'un contrat nouvelle embauche sur la société T (gérée par le cousin du gérant de la société A). Il nous explique que par les temps qui courent mieux vaut un CNE que le chômage.

DU CDD AU CNE. Nous sommes donc environ une dizaine de personnes à donner notre démission et à signer ce fameux contrat. Il nous explique que cela ne changera en rien nos conditions de travail (Même salaire, même poste, même lieu de travail). Effectivement les chauffeurs de la société T continuent de conduire des camions au logo du groupe A et moi je continue d'occuper le même poste au sein de la société. Donc, je lui donne ma démission dictée par ses soins. L'entretien a duré une heure environ, nous étions à l'approche des fêtes de Noël, il m'a fait comprendre que si j'optais pour le licenciement économique je serais payée par le liquidateur judiciaire, que cela prendrait du temps, etc.

DU CNE AU LICENCIEMENT. Le 13 janvier 2006, il me convoque dans son bureau et me licencie. La raison qu'il invoque est : «votre travail ne me convient plus, vous n'êtes pas à la hauteur». Je lui fais tout de même remarquer que, le mois d'avant, mon travail lui convenait puisqu'il me gardait. Par la même occasion, il licencie aussi mon collègue.

Je reçois donc ma lettre de rupture datée du 13 janvier, mais postée le 24, dans laquelle il n'oublie pas de joindre deux avertissements soit disant remis en mains propres (avertissements que je n'ai jamais vus avant). Voilà pour moi l'expérience du CNE. Voilà une belle image de la précarité pour un contrat ayant pour but de créer des emplois.»



Le PS n'a pas d'autre but, en s'associant du bout des lèvres aux manifestations, que de tenter de détourner la contestation vers les élections de 2007. Il ne cesse de «mettre en garde» le gouvernement «contre les dérapages possibles» de la contestation, sur sa politique de «pourrissement», sur ses «responsabilités»... Pour ce parti social

démocrate, il faut surtout que les «désordres» cessent, pour en revenir au seul ordre possible, l'ordre parlementaire. Quant au PC, il n'a, lui aussi, pas d'autre perspective à proposer qu'un retour au gouvernement avec le PS, pour «faire de profonds changements afin que la gauche ne déçoive pas une nouvelle fois».

Comment s'adapter au capitalisme ?

Qu'ont fait les partis de «gauche», Verts compris, lorsqu'ils étaient aux manettes des ministères gouvernementaux, à plusieurs reprises, depuis 1981 ? Ils se sont soumis, bon gré ou mal gré, aux nécessités économiques... capitalistes. On se souvient encore des «emplois-jeunes» du gouvernement Jospin accentuant la précarisation du travail dans la fonction publique. Les «emplois-jeunes» ont été pour la plupart jetés après bien des espoirs et même des formations.

Ségolène Royal programme déjà la fin des 35 heures : *«il y a des salariés qui ont envie de travailler plus et cette liberté doit leur être donnée»*. Tournant ainsi le dos à l'idée même de répartition du temps de travail disponible : pour travailler tous, travaillons moins. C'est la même prétendante au trône présidentiel qui s'est défendue de vouloir jeter à la poubelle toutes les mesures de la droite. *«Je ne déferai pas pour le plaisir ce qu'a fait la droite»*. Rien à attendre de celle qui prend pour modèle le très libéral Tony Blair.

Mais la «gauche» aurait dans ses

dossiers d'autres solutions pour s'attaquer au chômage de masse : allocation d'autonomie pour les jeunes, sécurité sociale professionnelle, sécurisation des parcours emploi-formation dès l'entrée dans la vie active... Voyons la proposition concrète de Madame Aubry.

EVA L'ENSORCELEUSE...

Ainsi Martine Aubry (ex-ministre du PS et ex-DRH), qui détournait la revendication des 35 heures vers la précarité, la flexibilité et la baisse des revenus, nous sort la belle «EVA» (Entrée dans la Vie Active). *«C'est l'inverse absolu du CPE... Nous cherchons à sécuriser l'arrivée des jeunes dans l'emploi. Avec, en contrepartie, un certain nombre de devoirs»*, dira Aubry.

Aux jeunes de 18-25 ans, Martine Aubry proposerait une indemnisation mensuelle, qui remplacerait les aides actuelles (APL, bourses, quotient familial...). Les jeunes bénéficieraient aussi de droits à une formation qualifiante pour valider les acquis de leurs expériences professionnelles. Indemnisations et droits qui imposeraient, selon l'ex-ministre, *«des devoirs»* au jeune indemnisé : obligation de suivre une

formation, recherche d'insertion... C'est le «service civil obligatoire», dont se sont emparées droite et gauche.

En résumé, une indemnité, mais deux obligations : une formation (pour des jeunes qui sortent justement des écoles sensées former ?), et une recherche de boulot, qui ne seront que des petits boulot peu payés (car «en formation») et liés aux multiples contrats précaires qui existeraient toujours. EVA est, selon Martine Aubry, «le premier étage de la fusée» de la future «réforme du statut de l'actif» que proposera le PS en 2007. Le PS souhaiterait éradiquer le chômage et créer un «parcours professionnel sécurisé» qui combinera travail flexible, allocations entre les contrats et formation. Le PS, comme la CGT, ne jurent plus que par la «flexisécurité».

SÉCURITÉ SOCIALE PROFESSIONNELLE DU PCF.

Nous en avons déjà parlé dans notre journal à propos du Congrès de la CGT. Le PCF, qui se donne une allure plus à gauche, inclut cette «sécurité professionnelle» dans un vaste projet de «plan de conversion de tous les emplois précaires en emplois stables» et de création d'un «Fond pour la formation».

Pourquoi ne pas l'avoir fait auparavant ? Pourquoi les municipalités, ou d'autres structures d'État comme les régions, dirigées par la gauche ou par le PCF, utilisent-elles massivement du travail précaire et peu payé ? Ces réformes ne seraient possibles, évidemment, que si la gauche arrivait au gouvernement en 2007. Remarquons que le parti de Marie-Georges Buffet est dans la lutte contre le CPE-CNE pour «élargir le rassemblement populaire»... dans la perspective des élections de 2007. C'est alors que «de nouvelles lois, de nouveaux droits» seraient possibles... C'est au pied du mur qu'on voit le maçon ! Et on l'a déjà vu.

GRANDE CONVERGENCE RÉFORMISTE.

Pour faire de «profondes réformes», il faut prendre le pouvoir... aux capitalistes, or avoir la majorité électorale et venir au gouvernement, c'est devenir tout au plus gestionnaire des affaires capitalistes. Pas autre chose. La gauche venue au pouvoir à partir de 1981 avait de réelles volontés de réformes progressistes ; aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Le seul horizon de cette gauche gouvernementale c'est le capitalisme : comment humaniser celui-ci,

tout en restant «compétitif», «concurrentiel» dans la guerre économique mondialisée ? C'est la seule question que se posent les sociaux-démocrates. Et leur réponse converge avec celle des «libéraux» : utiliser pleinement la force de travail disponible et flexible au plus bas coût possible et aux moins frais possibles pour l'État. Ils convergent à droite et à gauche vers la «flexisécurité» : flexible dans la journée, sur toute la vie ; licenciable à volonté... Mais en toute «sécurité» : un jour au travail, le lendemain hors travail indemnisé (?), le surlendemain en formation... Une adaptation parfaite aux aléas du capitalisme, à ses crises, à ses guerres. La «flexisécurité» serait la perfection de la précarité, la perfection de l'entente capital/travail. Finie la lutte des classes, finie l'exploitation de l'homme par l'homme dans le monde merveilleux du «néocapitalisme».

Illusion et mensonge au moment où, justement, les conflits de classes renaissent au grand jour, où l'exploitation est largement dénoncée, y compris dans la rue. Aux révolutionnaires de transformer la colère, la rébellion en lutte politique organisée pour le socialisme véritable. **G. Leclerc**

VERS LA DISPARITION DES ZEP ?

EDUCATION

LE classement en Zone d'Éducation Prioritaire (ZEP) de 900 collèges, destiné à leur allouer des moyens supplémentaires, ne plait plus à nos ministres. De Robien a engagé une réforme pour le transformer. Une partie de ces collèges doit sortir purement et simplement du système ZEP. Une autre partie doit être transformée en «collèges Ambition Réussite». Pour les autres, c'est le statu quo.

Mais de quelles «ambition» et «réussite» s'agit-il ? Le texte de De Robien parle de «sortir d'une logique de zones pour une logique d'élèves». Autrement dit, passer d'une logique collective à une logique individuelle. Nos gouvernants ne veulent plus reconnaître qu'il existe des quartiers plus en difficulté que d'autres et que cela a une conséquence sociale sur le parcours scolaire. Ils préfèrent faire porter la responsabilité des échecs scolaires sur chaque élève individuellement. Dans la suite de la réforme Fillon avec son «contrat de réussite individuelle», il y a aussi la volonté de sortir les élèves les plus en difficulté des classes (groupes de niveaux, option «découverte professionnelle», stages en entreprise, développement d'inter-

nats, apprentissage à 14 ans...), et de mieux sélectionner les «bons élèves» (bourses au mérite, dérogations pour le choix du lycée...).

Cette dernière mesure va avoir des effets catastrophiques pour les lycées des zones défavorisées qui risquent de voir disparaître un grand nombre d'élèves de bon niveau scolaire de leurs classes, renforçant ainsi la ghettoïsation du système scolaire.

Pendant ce temps-là, une circulaire de décembre dernier impose aux communes de financer le fonctionnement des établissements privés (entretien des locaux, mobilier, matériel informatique, rémunération des agents, etc.).

Tout cela, pour la bourgeoisie qui gouverne, c'est une volonté d'être plus «efficace». Au sens populaire, une éducation efficace serait une éducation qui donne le maximum à tous, et en particulier à ceux qui ont le plus de difficultés, pour former des hommes et des femmes libres et égaux. Pour nos gouvernants, il s'agit, avec un minimum de budget possible, de former des élites au top niveau (quelle que soit leur origine sociale de départ), et d'adapter la formation des autres aux besoins de l'économie actuelle, c'est-à-dire ne donner qu'un «socle commun» minimal à ceux qui sont destinés à constituer les précaires-chômeurs de demain ! **MR**

Pour répondre à la révolte des jeunes des banlieues, le gouvernement a fait voter une loi qui aurait pour objet «de mettre fin aux situations d'inégalité des chances et aux discriminations dont sont victimes les populations des quartiers difficiles, particulièrement les jeunes».

CPE, CNE... POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ?

Censée répondre à la crise des banlieues, cette loi dite de «l'égalité des chances» est un assemblage de mesures en faveur du patronat et de mesures discriminatoires et répressives supplémentaires à l'encontre des quartiers populaires.

ÉGALITÉ DES CHANCES... POUR LE PATRONAT.

De quelle égalité des chances s'agit-il quand les mesures phares sont l'apprentissage dès 14 ans et le chantage à la suspension des allocations familiales ? Cette loi est aussi une «bonne surprise» pour le Medef avec l'augmentation du nombre des zones franches et de nouvelles exonérations fiscales pour les PME et les grandes entreprises.

TRAVAIL FORCÉ ET PRÉCAIRE DÈS 14 ANS...

Le premier grand axe de cette loi est consacré à «l'emploi des jeunes résidant dans les zones urbaines sensibles ou connaissant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle». Par l'instauration de «l'apprentissage junior» à quinze ans (au lieu de seize actuellement), préparée par une année «d'appren-

tissage junior initial» à quatorze ans. C'est aussi l'extension à tous les jeunes des zones urbaines sensibles (ZUS) du contrat jeune en entreprise (CJE), exonéré de toutes les cotisations sociales. C'est enfin, la création de quinze nouvelles zones franches (zones dans lesquelles les entreprises sont affranchies de la plupart de leurs cotisations sociales et impôts). Et c'est là qu'on voit apparaître le Contrat Première Embauche (Art. 1 à 15).

...ENCADRÉ PAR LA FAMILLE, LA POLICE ET L'ARMÉE.

Le deuxième axe, prétend lutter contre les discriminations dont sont victimes les populations habitant les ZUS, «notamment les populations immigrées», en «aidant les parents à exercer leur autorité parentale». Par «l'instauration du contrat de responsabilité parentale», en «assignant des objectifs aux parents... en cas d'absentéisme scolaire, de trouble porté à l'établissement scolaire... ou tout autre difficulté liée à une carence de l'autorité parentale».

De nouveaux pouvoirs sont «donnés aux maires face aux incivilités», ainsi qu'aux polices municipales, qui pourront se «prononcer

pour suspendre certaines allocations», notamment les prestations familiales (Art. 24 à 27). C'est enfin, pour renforcer le tout, la création du «service civil volontaire», qui prévoit, entre autres, de faire encadrer et «former» des jeunes de 16 à 25 ans au «respect de l'autorité» par l'armée et la police (Art. 28).

POUR L'ABROGATION DE CETTE LOI.

Une fois de plus, la victime des mauvaises conditions économiques, sociales et culturelles est accusée d'en être la seule responsable. Les réformes contenues dans cette loi, mises en place d'un «moralisme moderne» (les victimes sont coupables), ne peuvent masquer son caractère réactionnaire. Toutefois, l'opposition de gauche n'a jamais mené campagne contre cette loi, y compris aujourd'hui en pleine lutte contre le CPE.

Alors, c'est à nous, communistes marxistes-léninistes, de lier la lutte contre le CPE-CNE à la lutte pour l'abrogation de l'ensemble de cette loi réactionnaire.

SM

L'ensemble du texte de la loi peut être lu : www.assemblee-nationale.fr

« INDIGÈNES DE LA RÉPUBLIQUE »

sistance de discriminations d'origine coloniale en France et appelaient à des « Assises de l'anti-colonialisme post-colonial ». Ce mouvement regroupe des militants divers, des antiracistes, des universitaires progressistes, mais aussi des intégristes religieux comme Tariq Ramadan. Sitôt lancé, cet appel a déchainé un tir de barrage médiatique et des réactions racistes d'une rare violence. Alors que penser de ces « Indigènes », dont certaines revendications sont légitimes mais soulèvent également quelques réserves ?

Sortons de la confusion

OURD PASSÉ COLONIAL. La relégation des travailleurs immigrés et de leurs enfants comme citoyens de seconde zone est bien réelle. Elle s'appuie d'abord sur leur exploitation économique en tant que prolétaires, à laquelle se rajoutent des discriminations sociales diverses, à l'embauche, au logement... Elle est aussi policière : contrôles au faciès, expulsions massives, état d'urgence... Elle est enfin idéologique et politique : désignés boucs émissaires de la crise économique, exclus du droit de vote... Leur histoire, la bourgeoisie française refuse de la reconnaître. Elle nie son passé colonial de massacres et d'oppression perpétrés au nom de ses intérêts capitalistes, comme elle refuse l'histoire des luttes de ces peuples pour leur liberté.

Il a fallu des années pour faire reconnaître le massacre des algériens à Paris le 17 octobre 1961 ; reste encore à imposer toute la vérité sur les massacres coloniaux (Sétif en 1945, Madagascar en 1947...) ou encore la responsabilité de la France dans le génocide rwandais en 1994 ! On le voit encore une fois aujourd'hui, avec cette loi scélérate sur le « rôle positif de la présence française » en Outre-Mer !

« FRACTURE COLONIALE » ET LUTTE DES CLASSES. Si l'appel des « Indigènes » met bien en lumière les discriminations racistes dont sont victimes les immigrés et les populations issues de l'immigration, il en oublie le fondement économique. Le discours raciste et anti-immigré actuel de la bourgeoisie rappelle étrangement le discours anti-prolétaires du XIX^e siècle. La « canaille » d'hier est devenue la « racaille » aujourd'hui. Les prolos étaient alors stigmatisés comme « vulgaires », « immoraux », pas « intégrés », « dangereux », ce qui justifiait leur répression. Ce furent d'abord les ruraux venus dans les villes chercher du travail, puis la vague d'immigration européenne (italiens, polonais...).

Aujourd'hui, cette stigmatisation continue avec les populations issues de l'immigration des anciennes colonies françaises. Le capitalisme cultive alors avantageusement des sentiments racistes ou nationalistes pour diviser les exploités, et tirer vers le bas les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs. D'autant plus qu'il peut s'appuyer sur plusieurs décennies de chauvinisme répandu dans la classe ouvrière, notamment par le Parti Communiste Français !

De plus, « l'appel des Indigènes », ne parle que des immigrés issus du « colonialisme » ou du « néo-colonialisme » mais beaucoup viennent d'un développement économique inégal inhérent à la domination capitaliste (Europe de l'Est, Turquie...). Or ce qui important c'est de construire l'unité de tous face à nos exploitants au lieu de diviser les immigrés !

Les « Indigènes » disent aussi que la situation coloniale perdure. La colonisation est un des aspects historiques de l'impérialisme et continue à marquer la situation sociale en France. Mais on ne peut réclamer « la fin du système d'exploitation néolibéral et néo-colonial de la France en Afrique » comme le font les « Indigènes », sans dénoncer le système impérialiste dans sa globalité. On ne peut remettre en cause sérieusement les discriminations sans voir l'exploitation économique qui les sous-tend. Mettre seulement en avant la « fracture coloniale » comme responsable de tous les maux, c'est masquer la lutte des classes. C'est l'exploitation des prolétaires par les bourgeois, qui fonde l'ensemble des rapports économiques et sociaux partout dans le monde, même si dans le camp des exploités, certains (femmes, immigrés...) subissent des oppressions supplémentaires...

NOTRE HÉRITAGE : LES LUTTES ANTI-COLONIALES ET ANTI-IMPÉRIALISTES. Le « complexe

En janvier 2005, les « Indigènes de la République » dénonçaient la persistance de discriminations d'origine coloniale en France et appelaient à des « Assises de l'anti-colonialisme post-colonial ».

Ce mouvement regroupe des militants divers, des antiracistes, des universitaires progressistes, mais aussi des intégristes religieux comme Tariq Ramadan. Sitôt lancé, cet appel a déchainé un tir de barrage médiatique et des réactions racistes d'une rare violence. Alors que penser de ces « Indigènes », dont certaines revendications sont légitimes mais soulèvent également quelques réserves ?

Initiative pour un comité européen

APPEL POUR LA DÉFENSE ET L'ÉLARGISSEMENT DES DROITS ET LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Le « non » courageux à l'occasion du référendum concernant la Constitution européenne a fait apparaître ouvertement la crise politique de l'Union Européenne (UE). Les classes dominantes craignent un redressement du mouvement ouvrier et populaire dans les pays européens. Elles prennent de nouvelles mesures de répression et renforcent leur système de surveillance et d'espionnage.

La population devrait soutenir l'application de la violence étatique ou devrait au moins s'y habituer. Le démontage des droits et libertés démocratiques, la fascisation des appareils d'Etat et des institutions européennes ainsi qu'une répression ouverte ont été mis en place par les classes dominantes sous prétexte de « lutte anti-terroriste ».

D'après le Conseil de l'UE du 27/12/2001, chaque acte politique est déjà classé « terroriste », « lorsqu'il est commis dans le but de... contraindre indûment des pouvoirs publics ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque. » (Journal officiel de l'Union européenne, 28/12/2001). De récents exemples montrent ce que signifie pour la population cette cette soi-disant « lutte contre le terrorisme » : le 22 juillet 2005, le brésilien Jean-Charles de Menezes a été littéralement exécuté à Londres par la police britannique sous prétexte de « lutte contre le terrorisme ». Face aux émeutes de la jeunesse en France, le gouvernement a réagi

par l'état d'urgence. Début octobre, les blocus des dockers et des marins, en grève à Marseille et à Ajaccio en Corse, ont été attaqués par des unités spéciales anti-terroristes et des forces militaires équipées de véhicules blindés et d'hélicoptères. L'indignation partout dans le pays et la solidarité internationale ont amené à la libération immédiate des leaders grévistes arrêtés. En Allemagne et dans d'autres pays, le nombre des licenciements dans les entreprises pour raisons politiques augmente et la résistance contre se développe.

Ces actes arbitraires et cette répression ne sont pas des faits isolés !

A l'initiative du gouvernement italien de Berlusconi, en mai et en juillet 2005, les adhérents du (nouveau) Parti communiste italien, Giuseppe Mai, Giuseppe Czeppel et Angelo D'Arcangel, ont été arrêtés à Paris pour des raisons sans fondements. Angelo D'Arcangel a été libéré grâce à une large solidarité. Le gouvernement Berlusconi leur reproche des « activités terroristes », parce qu'ils s'engagent pour la libération révolutionnaire de l'exploitation et de la répression, pour une société socialiste en Italie. Parce qu'ils soutiennent la construction d'un (nouveau) parti communiste italien en Italie. Nous nous prononçons pour leur libération immédiate. La résistance contre le chômage massif et contre la casse des acquis sociaux en Europe est organisée de plus en plus au niveau international, ce qui est soutenu par des révolutionnaires. C'est pourquoi tous démocrates, tous progressistes, tous révolutionnaires sont aussi concernés lorsque des révolutionnaires sont arrêtés.

Pour cela, nous nous engageons pour une initiative européenne large pour la défense et l'élargissement des droits et libertés démocratiques.

Pour une coopération solidaire et étroite du mouvement ouvrier et populaire dans les pays européens contre l'Europe des monopoles internationaux !

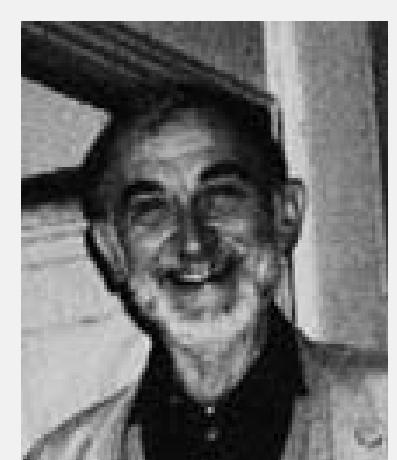
Vive la solidarité internationale !

Contact : Initiative pour un comité européen pour la défense et l'élargissement des droits et libertés démocratiques c/o avocat Roland Meister, Schmalhorststr. 1c, D-45899 Gelsenkirchen, Deutschland

Tél: ++49 (209) 3597670 — Fax: ++49 (209) 3597679 — raemeisterppge@t-online.de



Giuseppe Czeppel



Giuseppe Maj

APPEL AUX LECTEURS

DIFFUSEZ PARTISAN AUTOUR DE VOUS !

- Faites connaître le journal (envoi sur demande et gratuitement d'anciens numéros)
- Exigez qu'il soit placé de façon visible chez les marchands de journaux, et faites-le commander à partir du code barre (PARTISAN M2348) ;
- Faites-en la publicité dans vos quartiers, sur vos lieux de travail : demandez nos autocollants et nos affiches, disponibles gratuitement.

ABONNEZ-VOUS ! ABONNEZ AUTOUR DE VOUS !

- Construisons ensemble une presse ouvrière, populaire et révolutionnaire ;
 - Écrivez vos points de vue, critiquez ceux du journal... et ne vous impatientez pas pour la publication ;
- Envoyez-nous des projets, des idées d'articles, des coupures de presse, des photos, des dessins (avant la fin de chaque mois)



Le gouvernement a présenté son avant projet de loi «immigration et intégration» le 9 février, un projet de réforme du Code d'Entrée et de Séjour des Étrangers et Demandeurs d'Asile (le CESEDA). Sans surprise, la politique anti-populaire du gouvernement s'y développe pleinement, y attaquant les droits humains et sociaux des immigrés ainsi que leurs droits de travailleurs. Le tout dans un contexte de propagande raciste et de criminalisation des sans papiers.

CESEDA = CNI : CONTRAT NOUVELLE IMMIGRATION

Multiplication des contrôles au faciès et véritables rafles, augmentation des expulsions et des placements en centre de rétention, restriction des soins aux étrangers, propagande raciste tout azimut (traitement médiatique des révoltes des banlieues, loi sur l'aspect positif de la colonisation, rapport Benisti sur le lien entre délinquance et langue maternelle, discours orduriers de Sarkozy comme de Villepin et dérapages parfaitement contrôlés de différents politiciens)... La campagne électorale est depuis plusieurs années bien définie, et les immigrés – encore plus les sans-papiers, précaires parmi les précaires – sont les boucs émissaires bien désignés. La nouvelle réforme du Ceseda s'inscrit sans surprise dans la logique capitaliste : restriction des droits privés et sociaux et destruction du code du travail au bénéfice des entreprises.

RESTRICTION DES DROITS DES PERSONNES.
Nul besoin de dire que les droits des immigrés «sans papiers» ou «réguliers» sont déjà bien restreints et le plus souvent bafoués. Le projet de loi prévoit d'aggraver encore une situation déjà intolérable. Avec la disparition pure et simple de la possibilité de demander un titre de séjour en prouvant 10 ans de présence en France, c'est la clandestinité à perpétuité pour un grand nombre de sans papiers. De plus, la condition quasi-systématique de la nécessité de présenter un visa d'entrée «long séjour» pour bénéficier d'un titre de séjour, banni de la régularisation tous ceux qui n'ont pas eu les relations ou les moyens de l'obtenir.

Déjà largement engagée par les précédentes réformes, la réduction des «catégories de plein droit» continue (c'est-à-dire de ceux qui réunissent les conditions d'obtention systématique d'un titre). De plus, l'obtention de la plupart des titres de séjour est maintenant liée à une condition «d'intégration républicaine» du demandeur, évaluant son respect des «principes de la République» et sa maîtrise de la langue française : appréciation parfaitement subjective faite par des administratifs acquérant toujours plus de pouvoir et qui pourra être systématiquement opposée à toute demande de régularisation !

D'autre part, à peu près tous les délais au bout desquels il est possible d'accéder à certains droits (régularisation d'un conjoint, demande de regroupement familial...) sont augmentés d'un an remettant toujours plus en cause le droit pour les immigrés à la vie de couple ou à la vie de famille. La situation des conjoints est encore plus fragilisée, et particulièrement celle des femmes (plus de 80 % des conjoints demandant des régularisations) qui dépendront encore plus longtemps de leur mari avant d'obtenir un droit au séjour en leur nom personnel. Après la suspicion perpétuelle des mariages «plancs», apparaît maintenant celle de la reconnaissance de paternité.

Enfin les droits et les délais de recours lors d'un refus de régularisation ou d'un arrêté de reconduite à la frontière sont réduits, notamment en fusionnant l'invitation à quitter le territoire et l'arrêté de

IMMIGRATION “CHOISIE” ?

Projet de loi sur l'immigration
=
Travailleur jetable
=
Précarité pour TOUS !



www.contreimmigrationjetable.org

reconduite à la frontière en une seule mesure d'éloignement : l'obligation à quitter le territoire français. C'est encore pire dans certains Dom-Tom où des mesures d'exception sont mises en place... qui pourraient être rapidement généralisées. Par rapport aux premières versions de ce projet de loi de décembre et de janvier, un petit nombre de reculs ont eu lieu, notamment sur les droits des étrangers malades ou des jeunes. Peut-être dus aux premières mobilisations, ou peut-être tactiques (selon la méthode habituelle d'un effet d'annonce catastrophiste suivi d'un projet légèrement moins dramatique qui démontre les plus mous), ces reculs pourront de toute façon être «regagnés» lors du passage de la loi au parlement.

TRAVAILLEURS «JETABLES». Le projet de loi renoue clairement avec une immigration de travail : c'est l'immigration «choisie» dont parle le gouvernement, opposée à l'immigration «subie» liée aux droits de l'Homme.

Les modifications des cartes de séjour temporaires portant les mentions «salariés», «travail temporaire» et «saisonnier» vont dans le même sens : le travailleur immigré n'a droit de venir en France que si on a besoin de sa force de travail dans un métier et dans un lieu donnés, et n'a droit d'y rester que tant qu'on en a besoin.

Pour une partie des «salariés», la fin de leur contrat de travail ou leur licenciement donnera automatiquement lieu au retrait de leur permis de séjour ! L'employeur se

verra juste contraint, en cas de licenciement, à payer une partie du coût du «rapatriement» du travailleur... bien moins que les indemnités qu'il aurait du lui payer ! Pour les travailleurs «temporaires», la durée de leur titre de séjour est celle de leur contrat de travail, de toute façon inférieure à un an, avec encore une fois le retrait du titre en cas de rupture du contrat. Les patrons acquièrent ainsi du pouvoir sur le droit de vivre en France des travailleurs immigrés ! Quel moyen de pression pour leur faire accepter les pires conditions !

Quant aux travailleurs «saisonniers», la carte de séjour serait maintenant délivrée pour 3 ans au lieu de 6 ou 7 mois. Mais ce qui pourrait paraître comme une avancée ne bénéficie en fait qu'aux patrons, dont les démarches seraient allégées, car les travailleurs ne pouvant exercer une activité que 6 mois sur un an, se retrouveront privés de la possibilité de cumuler les contrats saisonniers, et se retrouveraient donc sans protection sociale la moitié de l'année.

L'économie française s'engraisse déjà pleinement de la main d'œuvre immigrée sans papier, obligée de travailler au noir, exploitée au maximum, bien évidemment

précaire et sans grande possibilité de lutte. Elle se voit offrir en plus la possibilité d'ouvrir ou de fermer ses frontières au gré de ses besoins, à un volant de main d'œuvre sans droit, sous dépendance quasi-totale des employeurs, licenciable à volonté et à très bas coût. Si on met ce projet de loi en parallèle avec les attaques actuelles du code du travail, et particulièrement des nouveaux contrats précaires CNE et CPE, c'est bien la même logique qui s'affiche : une main d'œuvre muselée, corvéable, exploitable et jetable !

UNE IMMIGRATION DE CLASSE ! Ce n'est pas une nouveauté ! La présence de conditions financières et matérielles pour l'obtention de certains titres de séjour ou de certains droits, l'importance des relations, les conditions de délivrance des visas dans les consulats (dépendantes des revenus) font déjà que l'immigration régulière est bien plus fermée aux classes populaires. Si l'on refuse le droit au séjour pour des étrangers malades (mais pauvres) sous prétexte que le traitement dont ils ont besoin existe dans leur pays, on accueille sans condition les chefs d'État ou autres qui viennent se faire soigner au Val de Grâce !

Les nouveautés introduites ne font que clarifier la nature du système. Le titre de séjour «étudiant» voit ses conditions d'obtention clairement orientées vers une sélection renforcée des «meilleurs éléments», donnant des droits supplémentaires aux étudiants des grandes écoles ou aux possesseurs de masters recherchés. La création d'une carte de séjour «Capacités et Talents» est particulièrement symbolique en ce sens : bénéficiant d'avantages attractifs (tout type de profession, durée de 3 ans renouvelable, rapprochement des familles automatique et simplifié...), cette carte de séjour est réservée aux «personnalités intellectuelles, culturelles ou sportives» qui étaient déjà accueillies à bras ouvert.

La réforme du Ceseda s'inscrit pleinement dans la même attaque générale contre l'ensemble des classes populaires : diminution des droits des travailleurs, augmentation des droits des patrons. La campagne raciste lancée depuis plusieurs années contre les populations immigrées cherche à diviser ceux qui font face aux mêmes problèmes. La lutte des immigrés pour leurs droits est la même lutte que celle des Français pour leur santé, leur éducation, leurs retraites... La lutte des travailleurs français contre le CNE, le CPE etc, est la même que celle des travailleurs immigrés contre la surenchère de leur exploitation conséquente à la réforme du Ceseda. La logique est globale, la riposte doit l'être aussi.

Militante VP

UNI(E)S CONTRE UNE IMMIGRATION JETABLE

Le Collectif «Uni(e)s contre une immigration jetable» s'est créé en janvier 2006 pour lutter contre le projet de réforme du Ceseda.

Il regroupe une trentaine d'organisations, d'associations, de collectifs, de comités, de réseaux, de syndicats, sur un champ très large de la gauche. Il a lancé une campagne d'affiches, de pétitions, et essaie d'informer des différentes actions en cours en France. Une liste de diffusion a été créée, ainsi qu'un site internet où l'on trouve notamment les textes du projet de loi et différentes analyses faites par différentes structures ainsi qu'une revue de presse.

Très intéressant d'y faire un tour : www.contreimmigrationjetable.org



TOUJOURS PLUS

L'économie française s'engraisse déjà pleinement de la main d'œuvre immigrée sans papiers... Elle se voit offrir en plus la possibilité d'ouvrir ou de fermer ses frontières au gré de ses besoins, à un volant de main d'œuvre sans droit, sous dépendance quasi-totale des employeurs, licenciable à volonté et à très bas coût.

DIFFUSEZ

Partisan

**CONTRE L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS (CNE, CPE, CESEDA) !
DES PAPIERS POUR TOUS ! LIBRE CIRCULATION !
DES DROITS POUR TOUS : LOGEMENT, SANTÉ, ÉDUCATION, VIE PRIVÉE ET FAMILIALE...**

1-0 POUR LES PATRONS, À QUAND LA REVANCHE ?

BELGIQUE

LE 28 octobre 2005, une manifestation avait réuni 100 000 travailleurs dans les rues de Bruxelles contre le « pacte des générations ». Ce projet du gouvernement prévoyait de faire passer l'âge de la pré-pension (la préretraite) de 58 à 60 ans, et entendait conditionner le droit à la pré-pension des travailleurs licenciés à la recherche active de n'importe quel emploi de remplacement. Le gouvernement de coalition libéral-socialiste ignorait ainsi complètement le problème croissant du chômage des jeunes, en voulant augmenter le temps de travail des anciens.

Confrontés à la colère des travailleurs dont ils craignaient de perdre le contrôle, les dirigeants syndicaux socialistes et chrétiens se sont efforcés de « faire atterrir le mouvement social » (selon la formule d'un dirigeant de la FGTB, le syndicat socialiste). Face au rejet global du pacte et du gouvernement qui tentait de l'imposer, ils se sont contentés de rénégocier quelques points de détail. Forts d'une syndicalisation massive, ces dirigeants se posent en partenaires responsables du patronat belge, mais parviennent de plus en plus difficile-

ment à contenir les flambées de colère de « leurs » ouvriers. En témoigne le saccage, le 2 décembre, des sièges des partis au pouvoir par des sidérurgistes d'Arcelor-Liège, menacés par leur patron de se faire supprimer la prime de fin d'année (400 euros) s'ils faisaient grève contre le pacte (voir *Partisan* n° 200, page 4).

Finalement, le pacte a fini par être voté presque sans modification le 15 décembre. Les dirigeants syndicaux sont soulagés d'avoir su une fois de plus se montrer dignes de la confiance du patronat : le fleuve s'était mis en marche, ils sont parvenus à le ramener dans son lit.

COMBUSTION SPONTANÉE. Quelques indices laissent à penser que le feu couve encore sous la cendre. Le 13 janvier, les travailleurs des Agences et Messagerie de Presse (AMP) – équivalent de nos NMPP – ont débrayé à l'annonce d'un plan social particulièrement scandaleux : le patron leur laissaient cyniquement le choix entre la perte de 75 emplois et une diminution de 10% de l'ensemble des salaires. Pendant trois jours, la Belgique fut totalement privée de journaux. Les patrons de la *Nouvelle Gazette de Charleroi*, qui avaient cru malin de mettre en place un circuit de diffusion parallèle, virent l'intégralité de leur édition du vendredi (27 000 journaux) partir en fumée à peine sortie des presses. Pris au collet, le patron des AMP fut contraint de remballer son plan puant.

Par ailleurs, la solidarité s'organise avec

les dockers, partis, à Strasbourg, à l'assaut du Parlement européen qui entendait leur imposer la libéralisation des ports. Neuf des treize dockers mis au secret dans les prisons du « pays des droits de l'homme » sont belges.

POUR LE BIEN-ÊTRE DES TRAVAILLEURS...

Malgré ce début d'année tendu, le gouvernement belge ne renonce pas à ses projets anti-sociaux. Une fois parvenu à imposer le « pacte des générations », il s'est empressé de ressortir le « pacte de compétitivité », qu'il espérait au départ faire passer simultanément et qu'il avait mis sous le boisseau devant l'ampleur des oppositions.

De quoi s'agit-il cette fois ? Tout simplement de s'en prendre aux salaires, sous prétexte de rendre les travailleurs belges compétitifs par rapport aux travailleurs allemands, néerlandais et français, dont les salaires augmenteraient moins vite.

Selon le ministre socialiste Frank Vandenbroucke : « Nous sommes trop chers. Nos coûts salariaux sont trop hauts. Il faudra beaucoup d'effort et de temps pour les baisser : des années de politique de modération salariale soutenue. »

Les travailleurs français seront ravis d'apprendre qu'ils servent d'exemple pour obliger leurs voisins belges à se serrer la ceinture : on leur a eux-mêmes fait le coup de la compétitivité avec les autres pays européens. Quant aux travailleurs belges, il n'est pas sûr qu'ils se laissent faire aussi facilement que le gouverne-

ment le souhaiterait. Théoriquement, les salaires belges sont indexés sur le coût de la vie. Cependant, le gouvernement, toujours soucieux du bien-être des travailleurs, a mis au point, il y a quelques années, un index-santé qui lui permet d'exclure du calcul les prix des cigarettes, de l'alcool, et... des carburants ! Les travailleurs sont donc priés d'habiter en centre-ville et de se rendre au boulot à vélo ! Les résultats sont là : en dix ans, les prix ont augmenté de 19% pendant que les salaires n'augmentaient que de 17%.

Il sera difficile de contraindre les travailleurs à se serrer encore la ceinture, puisque 15% des Belges vivent déjà en dessous du seuil de pauvreté (770 euros). Alors que les statistiques gouvernementales n'avouent que 12% de chômeurs !

Les patrons construisent leur Europe à marche forcée. Il est plus que jamais urgent pour les travailleurs de construire leur propre Europe, loin de tout repli chauvin. La bourgeoisie cherche à mettre en concurrence les travailleurs des différents pays pour mieux remettre en cause l'ensemble de leurs acquis. Inversement, chaque nouvelle victoire des travailleurs dans un pays est une bonne nouvelle pour l'ensemble des travailleurs. Comme en Irlande, où les travailleurs locaux ont fait grève pour que leurs collègues venus de l'Europe de l'Est obtiennent des salaires égaux aux leurs.

Des lecteurs de Belgique

Un lecteur de Pologne nous commente des extraits du Figaro, du 10/02/2006. Le quotidien « découvre avec surprise qu'il existe un léger conflit d'intérêt entre les entreprises d'un côté, la population de l'autre... ». Cette analyse rejoint évidemment celle de notre lecteur sur place ! Ce courrier est intéressant car il éclaire la situation d'un pays de destination des délocalisations (« transferts de capitaux et de technologies », selon Le Figaro), avec les effets de ces délocalisations sur l'emploi.

LE FIGARO : L'EUROPE «LOW COST» MARQUE DES POINTS À L'EST

Près de deux ans après l'élargissement, l'Europe centrale s'est imposée comme une région à bas coûts attractive (...). Dopée par de tels transferts de capitaux et de technologies, la productivité (en quantité de richesse produite par heure de travail) des pays de la « nouvelle Europe » a affiché une accélération spectaculaire en 2005. La croissance de la productivité a augmenté en moyenne de 4,1% en 2004, à 6,2% en 2005. La Pologne décroche la palme avec un bond de productivité de 7,7%, ce qui la propulse

au-dessus de la Corée du Sud (...). Tout se passe comme si les nouvelles technologies importées détruisaient plus d'emplois qu'elles n'en créent. Le taux de chômage en Pologne est passé de 16,1% en 2000 à 19,7% en 2005, et l'emploi ne sera pas secouru par la croissance, car curieusement, la Pologne affiche la plus faible croissance de la région, à 3,0%, en dépit de sa productivité record. Dans un tel contexte, le bien-être social ne s'améliore que lentement (note du lecteur : Ah ! Ah !). Ainsi, 21% de la population vit encore en-dess-

sous du seuil de pauvreté selon Eurostat, 17% des ménages ne peuvent se chauffer correctement durant l'hiver (note : -35° début février, 135 morts en un seul week-end), 8% ne disposent pas de sanitaires dans leurs logements, et un tiers de la population ne mange pas de viande quotidiennement contre 19% en République Tchèque et 17% en Slovaquie. Quant à l'achat d'une voiture, il est hors de portée pour 29% des Slovaques, alors que ce pays est le premier producteur automobile européen. **Un lecteur de Pologne**

Stefan ENGEL

LA NOUVELLE ORGANISATION DE LA PRODUCTION INTERNATIONALE

Crépuscule des Dieux sur le « nouvel ordre mondial »



CRÉPUSCULE DES DIEUX SUR LE «NOUVEL ORDRE MONDIAL» DE STEFAN ENGEL

L'éditeur l'Harmattan a pris en charge la publication en français du livre de Stefan Engel, sous le titre : « La nouvelle organisation de la production internationale ».

Nous rappelons les trois grandes parties de ce livre de 600 pages :
1/ Les changements essentiels dans l'économie politique de l'impérialisme ;
2/ La nouvelle organisation de la production internationale introduit une

nouvelle phase dans le développement de l'impérialisme ;
3/ La nouvelle organisation de la production internationale aggrave la crise du système impérialiste mondial.

Le prix public est 39 euros.
Nous le diffusons quant à nous au prix de 30 euros.
Ceux qui nous l'ont commandé et payé le recevront bientôt.

Série Krisis
Collection L'esprit économique
INNOVAL

Main basse sur l'eau

MEXICO

Les voix exclues du IV^e Forum mondial de l'eau qui s'est tenu à Mexico se sont exprimées au sein d'un forum alternatif. Face au Forum officiel, imprégné d'une logique commerciale, le Forum International pour la Défense de l'Eau réunit en revanche des militants ayant pour objectif la défense du droit humain à une eau potable et accessible, et la reconnaissance de l'eau comme patrimoine mondial.

Les Amis de la Terre International déclarent à juste titre « *avoir été choqués par le manque de coopération de la part des organisateurs du Forum et des officiels mexicains sollicités pour inclure dans le programme officiel des points de vue divergents et soutenir les représentants de communautés n'ayant pas réussi à obtenir de visa pour le Mexique.* » Ils poursuivent : « *Le Forum mondial de l'eau est dominé par des intérêts privés, par les gouvernements européens et nord-américains et par les agences et institutions financières internationales. Il prétend être basé sur la collaboration et le partenariat, mais en réalité, il laisse de côté bien des voix. Le prix d'entrée, entre 480 et 600 dollars, est une véritable entrave à une réelle participation du public.* »

RECETTE

VOUS AVEZ ÉCRIT UN LIVRE ? VOUS VOULEZ ÊTRE ÉDITÉ ?

Soyez le fils d'un père à (très) grosse fortune, – donc vous êtes vous-mêmes (très) riche ; soyez l'ami du patron de la Fnac, François Pinault par exemple, à qui vous offrez une entreprise paternelle, disons, une exploitation de bois précieux en Afrique ; achetez-vous une maison d'édition, Grasset par exemple ; dites n'importe quoi sur tous les sujets en vous auto-proclamant, par exemple, « philosophe ». Voilà. C'est simple.

A noter cependant : malgré une telle recette vous permettant de bien éditer et de bien diffuser vos indispensables pensées, certains vous font des ennuis ! Ainsi, au dernier Salon du Livre, malgré vos deux gardes du corps, vous vous prenez pour la septième fois (!) des tarts dans la gueule, – lancées par les hurluberlus d'une certaine Internationale Patissière !

C'est bien fait pour vous, diront certains, mais c'est encore bien peu quand on apprend que vous êtes également le patron d'une exploitation forestière au Gabon, dans laquelle les ouvriers sont traités quasiment comme des esclaves.

Ah ! Mais j'oublierai : vous vous nommez Bernard-Henry Levy !

Une lectrice

Pour nous, marxistes-léninistes, le problème n'est pas qu'on touche à la nature, qu'il faudrait en quelque sorte « préserver ». L'homme ne s'est-il pas détaché de l'animal précisément en transformant la nature ? La question, c'est que la transformation inévitable de la nature doit être au service des êtres humains, actuels et futurs, et non pas au service de l'accumulation du capital. Seul le bouleversement des règles du jeu économique peut permettre le développement à long terme d'une conception durable, économique, anti-gaspillages, renouvelable... de l'utilisation des ressources de la planète.

Le capitalisme, c'est la pollution accélérée de la nature. C'est l'appropriation privée des richesses naturelles : eau, matières premières, ressources énergétiques, espace, air pur, etc, par les entreprises capitalistes. Mais c'est aussi le rejet sur la collectivité des dégâts causés par ce mode de production : déchets toxiques, destruction de l'environnement, nuisances, maladies professionnelles, etc. Ce que nous contestons, ce ne sont pas seulement les conséquences et les risques de cette industrie. C'est là qu'en restent les écologistes. Ce que nous réisons, nous, c'est un mode d'accumulation du capital symptomatique de l'époque de l'impérialisme. Et c'est là le sens que nous voulons donner à notre participation au combat écologique.

Extraits de notre plateforme politique (Cahiers 1 et 3). Pour en lire l'intégralité, les commander, pour 4 euros, boîte postale n°48, 93802, Epinay/Seine cedex.



À l'occasion d'une initiative de jumelage entre la ville de la Courneuve et le camp de réfugiés de Bordj el Shamali, au Liban, une rencontre de solidarité s'est déroulée, le 14 mars dernier, dans les locaux d'Africa. Nous y avons entendu le témoignage de femmes réfugiées et militantes.

Palestiniennes dans un camp de réfugiés

LIBAN

QUELLE EST LA CONDITION DES FEMMES ET LA SITUATION DES FAMILLES DANS LE CAMP ? Fatima : les femmes sont en lutte aux côtés des hommes depuis l'existence de ces camps de réfugiés qui nous imposent, comme tout camp de réfugiés, une dure expérience de l'oppression, de la misère : 19 000 personnes sur 1 km², cela rend la vie difficile ; aussi, on recense actuellement plus de 50 cas de leucémie, un développement des maladies mentales et nerveuses : il n'existe pas de centre de santé dans le camp, et la solidarité financière des organisations palestiniennes ne suffit pas aux besoins, ainsi compte-t-on actuellement 2 à 3 morts par jour dans le camp.

QUELS AUTRES PROBLÈMES RENCONTREZ-VOUS ? Des carences en matière d'éducation : pour nous, l'éducation représente un enjeu très important car les enfants constituent notre avenir ; mais il est très difficile dans le camp d'assurer l'éducation : pas de locaux suffisants, classes surchargées (40), faible formation des enseignants... pas de ressources suffisantes pour acheter du matériel scolaire, pas les moyens d'ouvrir un lycée professionnel, tout cela contribue à marginaliser les jeunes.

Une partie des élèves va vers des écoles privées libanaises, mais cela est très très cher et la plupart des étudiants ont du mal à terminer leurs études. A l'autre bout, nous avons des difficultés à faire fonctionner suffisamment de crèches : manque d'espace, de jouets, de formation des puéricultrices.

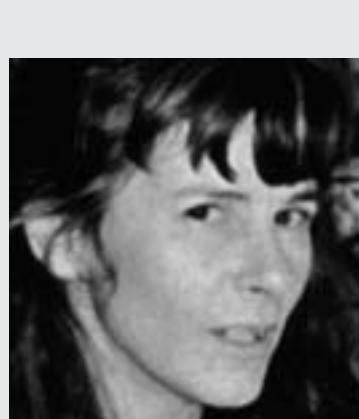
Il faut aussi vous dire que nous manquons de droits civiques, d'où interdiction de travailler : en effet, le Liban accueille les réfugiés palestiniens depuis 57 ans, toutefois, les réfugiés, et en particulier les femmes (qui ont plus de difficultés à quitter le camp pour travailler sans être déclarées que les hommes) n'ont pas le droit de travailler en dehors du camp si ce n'est dans l'agriculture : donc elles ont beaucoup de mal à assumer toutes leurs responsabilités de femmes en tant qu'épouses, mères, soeurs...

COMMENT FAITES-VOUS FACE À CES PROBLÈMES ? Trois institutions palestiniennes interviennent au camp, dont l'Union des femmes palestiniennes qui a ouvert les crèches existantes ; notre objectif est aussi de donner un emploi aux femmes, d'améliorer leur formation ainsi que leur situation économique et sociale. En effet, travailler pour une institution palestinienne est un emploi possible pour quelques femmes. Nous avons aussi l'aide de l'Unicef pour ouvrir d'autres crèches.

COMMENT VOYEZ-VOUS LA SITUATION DU PEUPLE PALESTINIEN DANS SON ENSEMBLE, EN PARTICULIER AVEC LES ÉLECTIONS ET LA VICTOIRE DU HAMAS ? Ce résultat est avant tout le résultat de l'enlèvement israélien. Israël n'a respecté ni les accords d'Oslo, ni la feuille de route ; actuellement, seulement 22% du territoire historique de Palestine est palestinien ! et Israël a recouru à toutes les formes de violence à l'encontre du peuple palestinien et des réfugiés ; le « retrait de Gaza » prépare d'autres opérations de force, et l'existence du mur a détruit le tissu palestinien, coupé des relations entre villages, allongé les temps de circulation, multiplié les « check-points » c'est à dire points de contrôle de passage... La situation économique se détériore encore du fait qu'Israël s'est permis de retenir les millions dûs à l'Autorité palestinienne depuis les élections du Hamas.

QUELS SONT VOS OBJECTIFS ? L'objectif principal est bien sûr le retour en terre palestinienne pour les réfugiés qui mènent cette vie indigne et sans avenir dans les camps ; il faut que le droit international s'applique et qu'un Etat palestinien, avec Jérusalem comme capitale voie le jour. Les initiatives de solidarité internationale et de rencontre comme celle-ci, nous aident dans un quotidien difficile.

Ce débat, riche en informations concrètes, laissait la place à la convivialité – comme toujours dans les rencontres à Africa –, autour d'un couscous et d'un thé à la menthe. Un montage autour de textes du poète palestinien Mahmoud Darwiche lus alternativement en langue arabe et française, clôturait la soirée.



NOTRE CAMARADE JOËLLE AUBRON, MILITANTE D'ACTION DIRECTE, EST DÉCÉDÉE LE 1^{ER} MARS 2006

À près dix-sept ans d'incarcération, elle était sortie de la prison de Bapaume en juin 2004, en application de la loi Kouchner. Opérée d'une tumeur au cerveau, son état de santé avait été jugé incompatible avec son maintien en détention. Le ministre de la justice, Pascal Clément, a pourtant osé déclarer : « Quand j'entends que d'anciens terroristes non repentis font leurs courses sur les marchés, alors qu'ils étaient, disait-on, à l'article de la mort... Cela m'est insupportable. Les malades, même atteints d'une affection grave mais qui ne sont pas au « seuil de la mort », n'ont pas à bénéficier de cette loi. » Ce ministre ne fait qu'exprimer sa haine de classe et son désir de vengeance d'état ; Papon, alors préfet de police, a fait tuer des centaines d'Algériens le 17 octobre 1961 qui manifestaient pacifiquement pour l'indépendance de l'Algérie, puis a fait réprimer sauvagement à Charonne la manifestation du 8 février 1962 organisée par le PCF pour la paix en Algérie. Papon, qui a envoyé des milliers de juifs en camps de concentration, fait ses courses sur le marché tranquillement aujourd'hui... Qu'en dit Pascal Clément ?

VENGEANCE DE CLASSE INCONTESTABLE. Après avoir cherché à briser psychiquement les militants d'Action Directe en les soumettant à de longues périodes destructurantes d'isolement drastique pour les pousser au suicide, l'état bourgeois fait désormais en sorte que la maladie se substitue au bourreau. L'Etat a laissé **Georges Cipriani** durant des années errer sans soin aux confins de la folie. L'Etat a attendu trois mois avant de consentir à l'hospitalisation de **Jean-Marc Rouillan** après qu'on lui ait détecté un cancer. L'Etat a attendu la quatrième perte de connaissance de **Joëlle Aubron** pour daigner l'opérer de métastases au cerveau « en urgence ». L'Etat se lâche du troisième accident vasculaire cérébral de **Nathalie Ménigon** pour qu'elle sorte de prison, gisante à tout jamais.

A ceux qui traquaient la moindre expression de repentir, Joëlle répondait : « L'Etat nous laissera au fond du trou sauf si nous nous repentons. Un repentir est hors de notre réalité. Pour nous le repentir n'est pas une question de morale mais une question de politique. L'Etat refuse de considérer le caractère politique de nos actes. Je ne veux pas de la posture du repentir et du pardon. Je la trouve parfaitement indécente. Elle laisse en l'état la souffrance de ceux qui restent. Vis à vis d'eux, je trouve que c'est un manque de respect. »

Jusqu'à son dernier moment de lucidité, Joëlle s'est préoccupée de ses camarades toujours emprisonnés, alors qu'ils ont purgé leur peine de sûreté.

Nathalie Ménigon, incarcérée à Bapaume, malgré un état de santé précaire (après deux accidents vasculaires cérébraux) est vue refuser deux demandes de suspension de peine pour raison médicale. Il y a un mois, après un malaise alarmant, elle a posé une troisième demande.

Georges Cipriani, soumis comme les autres à un traitement spécial et à de longues périodes d'isolement, a été soigné pendant un an et demi à l'hôpital-prison de Sarreguemines, avant de réintégrer la prison d'Ensisheim.

Jean-Marc Rouillan, incarcéré à Lannemezan, a fait appel du refus de libération conditionnelle.

Régis Schleicher, incarcéré à Clairvaux, a été condamné, le 13 janvier 2006, à cinq ans de prison supplémentaire pour avoir tenté de s'évader en 2003 de la centrale de Moulins-Yseures (Allier), la prison « la plus sécuritaire d'Europe ». Régis est libérable depuis 1999 ! Les cinq demandes de libération conditionnelle qu'il a faites ont toutes été rejetées.

La lutte pour la libération des militants d'Action Directe doit être une exigence pour tous ceux qui se réclament du combat anti-impérialiste et anticapitaliste.

LIBERTÉ POUR NOS CAMARADES D'ACTION DIRECTE !

UN FILM DE JOËLLE AUBRON

« Ni vieux ni traîtres » aborde la question de la violence révolutionnaire et de la lutte armée. Dans ce film, Joëlle Aubron y parle de « l'hypothèse » d'Action Directe dans les années 80 : démarrer la lutte armée et penser que l'exemple entraînera d'autres prolétaires dans le combat. C'est plus ou moins ce que pensaient à la même époque des groupes comme les Brigades Rouges en Italie, la Fraction Armée Rouge en Allemagne ou encore les Cellules Communistes Combattantes (CCC) en Belgique. Nous pensions, pour notre part, que nous étions dans une période d'accumulation des forces et que la situation ne permettait pas (et ne permet toujours pas) un affrontement armé avec la bourgeoisie. Nous avions développé ces idées au cours d'un débat avec les CCC. Les deux textes avaient été publiés, en 1992, dans une brochure intitulée « Violence Révolutionnaire et construction du parti en Europe ». Pour se procurer le film, faire un chèque de 27 euros à l'ordre de PAGES et IMAGES, 9 rue du jeu de ballon-54 000 Montpellier



PASSEPORT de Mahmoud Darwich

Ils ne m'ont pas identifié dans les ombres
Cela sucent loin ma couleur
dans ce passeport
Et à eux ma blessure était un objet exposé
Pour un touriste qui aime rassembler
des photographies
Elles ne m'ont pas identifié,
Ampèreheure...
Ne partez pas
La paume de ma main sans soleil
Puisque les arbres m'identifient
Toutes les chansons de la pluie
m'identifient
Ne me laissez pas pâle comme la lune!

Tous les oiseaux qui ont suivi ma paume
À la porte de l'aéroport éloigné
Tous les champs de blé
Toutes les prisons
Toutes les pierres tombales blanches
Toutes les frontières barbelées
Tous les mouchoirs ondulés
Tous les yeux étaient avec moi,
Mais ils les ont laissés tomber
de mon passeport

Dépouillé de mon nom et identité ?
Sur un sol j'ai nourri avec
mes propres mains ?
Aujourd'hui le travail a pleuré dehors
Remplir ciel:
Ne faites pas un exemple de moi encore!
Ah, messieurs, prophètes,
Ne demandez pas les arbres leurs noms
Ne demandez pas les vallées
qui leur mère est
De mon front éclate l'épée de la lumière
Et de ma main jaillit l'eau du fleuve
Tous les coeurs du peuple sont mon
identité
Emportez ainsi mon passeport!

Pourquoi cette crise ? Quels sont ses enjeux ?

D eux mois de lutte. Trois millions dans la rue le mardi 28, au coude à coude lycéens, étudiants, travailleurs pour refuser le CPE, le CNE, l'aggravation de l'exploitation. Un Conseil constitutionnel qui, le jeudi 30, valide «sans réserve» le CPE. Chirac qui promulgue la loi. De Robien qui envoie les flics devant les lycées. Les tribunaux qui condamnent à la prison ferme. Le mardi 4, on doit s'attendre à des rues encore plus chargées de manifestants. Un pouvoir désavoué par la rue et par tous les sondages. Une nouvelle étape dans la crise politique ?

LA CRISE VIENT DE LOIN

C'est une crise qui n'en finit pas depuis 1973 ! De crises économiques en crises financières qui bouleversent les conditions sociales : licenciements, chômage de masse, appauvrissement. Les monopoles capitalistes ont des besoins impérieux de profit. Dans la mondialisation la concurrence, la guerre économique est rude : les États, eux-mêmes, sont soumis aux impératifs des monopoles capitalistes.

LES ATTAQUES N'EN FINISSENT PAS

Les classes et les rapports de classe se transforment : la grande bourgeoisie mondiale, les couches dites moyennes glissent vers le bas, le prolétariat s'appauvrit. La crise est devenue sociale. Depuis cinq ans, les choses s'accélèrent et, en un an, quatre crises sociales ont explosé. Le CPE, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase des frustrations populaires. Et le gouvernement qui paraît déjà la mise à zéro du droit du travail ! Laurence Parisot du Medef réclamait récemment le CNE pour toutes les entreprises, quelles que soient leurs tailles. Hier, la très libérale Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a donné un satisfecit au gouvernement en précisant que le CPE ne doit être qu'*«une étape vers un système unifié»*. Rejoignant ainsi le «contrat unique» du Medef.

DE LA CRISE SOCIALE À LA CRISE POLITIQUE

78 % de l'opinion qui ne fait plus confiance à Chirac ; 83 % des sondés contre le CPE. Un trou béant s'est creusé entre «ceux d'en haut» et «ceux d'en bas». Les députés UMP majoritaires au Parlement sont eux-mêmes hésitants. Coincé, un député dira même : *«si le gouvernement bouge sur le CPE, c'est toute l'UMP qui est morte»*. Le pouvoir est discrédité. Parlement, Sénat et aujourd'hui Conseil constitutionnel, les dites «institutions républicaines» sont elles-mêmes désavouées par la rue.

Quant aux bourgeois de gauche, ceux du PS, ils suivent le mouvement tout en le craignant, le nez fixé sur les élections de 2007. Le PS offre même, ridiculement, une porte de sortie à De Villepin : il en appelle au Conseil constitutionnel – qui ne suit pas les conseils de «modération» et valide le CPE ! Ce parti, comme le PCF, a déjà beaucoup fait en matière de précarisation ! On se souvient encore des TUC, des SIVP, des emploi-jeunes, qui devaient permettre de «sortir du chômage», de «former la jeunesse». Et, aujourd'hui, quelle alternative offre-t-il ? Il promet encore de nouveaux contrats précaires : emplois-sécurité-formation pour Fabius ; «flexi-sécurité à la française» pour Lang ; EVA pour Aubry. Et Ségolène Royal croit dans le modèle anglais...

ENJEUX ÉCONOMIQUES

De Villepin, son gouvernement et l'État, – qui ne peut être que celui de la classe dirigeante –, ont de réelles contraintes liées à l'économie marchande, nécessairement chaotique : désordres de la concurrence et taux de profits en baisse, malgré la masse considérable de profits annoncée tous les ans. La «mondialisation», tant souhaitée par les capitalistes, se retourne contre eux dans la guerre économique, les plus faibles disparaissent. La survie du capitalisme, en France comme ailleurs, passe par l'écrasement des salaires et la transformation des conditions de travail. C'est une nécessité liée aux lois du développement du capitalisme. Il faut exploiter plus durement encore, faire suer davantage de plus-value à la

force de travail. Voilà pourquoi Villepin veut aller vite, y compris en passant en force.

Parisot pour le Medef dira de De Villepin, *«le premier de nos Premiers ministres à avoir fait le choix clair, courageux et nécessaire de combattre le chômage»*. Mais le Medef en veut plus. Il demande une «réforme» englobant *«les contrats de travail, l'assurance-chômage et le service public de l'emploi»*. L'essentiel étant la fin du CDI.

ENJEUX POLITIQUES

Les divisions, les rivalités au sein de l'UMP, au sein de la droite mais aussi avec l'autre alternance bourgeoise, celle du PS, porte sur la façon de réaliser la politique réactionnaire des monopoles. Ces divisions sont aussi le reflet du malaise des couches moyennes, qui voient leurs conditions se dégrader, leurs enfants manquer d'avenir. La grande bourgeoisie ne peut maintenir son pouvoir que si elle peut maintenir ses alliances de classe avec ces couches moyennes. Dure opération : faire croire que tout va s'arranger, tout en réalisant une politique contraire.

LA REVANCHE POPULAIRE A PRIS SONT ENVOL

Le fatalisme – *«on n'y peut rien, les gens sont individualistes»* – est sérieusement remis en question par les manifestations collectives. Les tendances à se regrouper, à s'organiser doivent être renforcées. Y compris contre les directions syndicales qui freinent, ou freineront – on se rappelle encore comment elles ont laissé sans lendemain les journées d'action de l'année dernière ; comment elles sont restées passives face à l'état d'urgence de novembre dernier, ou en laissant isolés les marins de la SNCM. Quant au vieux parti communiste, il n'en finit pas de se «social-démocratiser», il est incapable d'orienter la luttes des classes. Ce sont les véritables communistes qui se doivent d'organiser la résistance la plus large, la rendre de plus en plus consciente de sa force, des intérêts en jeux et de l'évolution du monde.

IL N'Y A PAS DE TEMPS À PERDRE !

G. Leclerc

POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie Prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

SOMMAIRE 202

ÉDITO : CONTRE LA PRÉCARITÉ, POUR UNE VRAIE VICTOIRE

2

VIOLENCE ET DÉMOCRATIE — TÉMOIGNAGES DE MANIFESTANTS

3

48^e CONGRÈS CGT : LES RÉSISTANCES À LA «CFDTISATION»

4

RETRAIT DU CPE : LA JEUNESSE ASPIRE À UN MONDE NOUVEAU

5

LE GOUVERNE ... MENT

6

COMMENT S'ADAPTER AU CAPITALISME

7

APPEL EUROPÉEN — INDIGÈNES DE LA RÉPUBLIQUE

8

CESEDA : L'IMMIGRATION JETABLE

9

BELGIQUE — MEXICO

10

LIBAN : PALESTINIENNE DANS UN CAMP DE RÉFUGIÉS

11

PARUTION DU NUMÉRO 203 VERS LE 1^{er} MAI. DATE LIMITE POUR ENVOYER VOS ARTICLES : 23 AVRIL

SUITE DE L'ÉDITO CONTRE LA PRÉCARITÉ : POUR UNE VRAIE VICTOIRE !

Le mouvement ne peut maintenant progresser en force que s'il progresse en conscience politique, que s'il étend le rejet de la précarité à l'ensemble de la loi «égalité des chances», et à l'ensemble des précarités, comme celle des travailleurs sans-papiers. Il doit se mettre en ordre de bataille, pour le combat suivant qui va être la refonte du CDI que les réformistes sont prêts à accepter au nom du «réalisme» et de la «modernité». Ce ne sera plus alors une lutte syndicale, mais une lutte pleinement et consciemment politique.

Il s'agit d'un affrontement entre deux conceptions de la vie en société. La première où tout doit être subordonné aux exigences du capital (flexibilité, compétitivité), où les travailleurs sont constamment en concurrence, pour sauver leur peau, et sont contraints ainsi d'accepter sacrifice sur sacrifice. La seconde, où hommes et femmes doivent être maîtres de la richesse qu'ils créent (et non la subir), où ils sont solidaires dans l'utilisation de celle-ci, où ils sont non concurrents, mais égaux. Une communauté réellement humaine : le socialisme.

Se mettre en ordre de bataille pour les combats futurs, c'est déjà traduire en organisations, en liens concrets, la conscience qui s'est développée dans le mouvement. C'est pour les lycéens créer des cadres permanents de mobilisation et de débats (comme par exemple des comités de luttes). C'est aussi développer les contacts avec les travailleurs, échanger leurs expériences, et aller au-delà d'une convergence qui ne s'est faite que lors des manifestations. Pour les travailleurs, c'est s'investir dans les syndicats pour qu'ils soient réellement l'outil de leurs combats, en y faisant reculer les lignes réformistes. La belle mobilisation des jeunes, en tant que futurs salariés — et futurs syndiqués, contribuera à cela.

Evidemment au final, c'est s'organiser pour rendre possible cette autre société, qui n'accouche jamais d'elle-même. Cette communauté vraiment humaine, le communisme, c'est de notre engagement, de notre conscience qu'elle dépend. De personne d'autre, d'aucun «sauveur suprême», comme nous le chantons avec «l'Internationale».

La lutte contre le CPE et la précarité a remis toutes ces questions et bien d'autres sur la table. Nous en sommes très heureux, à VP-Partisan, car c'est exactement ce à quoi nous travaillons quotidiennement !

Dans l'immédiat, n'oubliez pas notre réunion, le 22 avril après-midi, à propos du 48^e congrès de la CGT.

**TOUS ENSEMBLE CONTRE LA PRÉCARITÉ !
RETRAIT DE LA LOI «ÉGALITÉ DES CHANCES»,
DU CPE, DU CNE, DU CESEDA,
DÉMISSION DU GOUVERNEMENT !
MILITONS ET CONSTRUISONS UN PARTI
COMMUNISTE OUVRIER ET RÉVOLUTIONNAIRE !
A BAS LA DICTATURE DU CAPITAL !**

★ AGENDA

CONTRE LE CPE ET LE CNE CONTRE LA LOI «ÉGALITÉ DES CHANCES» MANIFESTONS ! PRÉPARONS LA GREVE GÉNÉRALE !

CONCERT DE SOUTIEN

AUX VICTIMES DES RÉVOLTES DE NOVEMBRE 2005

Dimanche 23 avril au Bataclan à Paris.

Par le collectif «A toutes les victimes»

CINÉMA

— Sauf le respect que je vous dois — Le cauchemar de Darwin

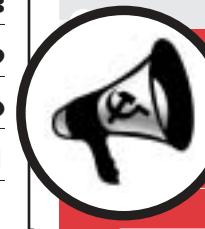
— Le malentendu colonial

SPECTACLES

— Spartacus... Je reviendrai et je serai des millions, par la Cie Jolie Mome au théâtre de La Belle Etoile, 14 rue Saint-Just, La Plaine Saint-Denis (93) du 25 mars au 16 avril 2006. Rés: 01 49 98 39 20

— Elf, la pompe Afrique, un procès qui nous concerne !

Au théâtre La fenêtre, Paris 11e. Rés : 01 40 09 70 40



MEETING VP-PARTISAN

22 AVRIL — LES ENJEUX DU 48^e CONGRÈS DE LA CGT

Samedi 22 avril, 15h-19h, Métro Porte de la Chapelle

Eurosites, 69 ter, rue de la Chapelle, Paris 18e